



Bouteflika à l'occasion du 63^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution

L'ANP doit être tenue «à l'abri des surenchères politiciennes»

Lors de son discours à l'occasion du 63^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, le président Bouteflika n'a pas manqué de passer des messages politiques et économiques d'une grande importance.

Page 3

Salon international du livre d'Alger

La présence des auteurs fédère l'essentiel des visiteurs

Page 15



Par Saâd Taferka

La fête du 1^{er} Novembre a coïncidé cette année avec le quatrième jour de la campagne électorale pour les élections locales du 23 novembre prochain.

Dans la forme, un tel croisement a donné des couleurs aux deux événements - la célébration du premier jour du déclenchement de la guerre de Libération nationale et les discours et meetings de

Dans le cadre d'une nouvelle stratégie

800 000 logements parachevés en 2019

Le ministère de l'Habitat compte parachever, durant l'année 2019, l'ensemble des programmes de logements tracés dans le cadre du plan quinquennal en cours (2015-2019) estimés à plus de 801 000 unités.

Page 2



Equipe nationale de football
Madjer rappelle Chaouchi et zappe Feghouli et Mbolhi

Page 18



Suivi et surveillance de la campagne électorale

La HIISE publie un guide pratique

La Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), continue de moderniser son fonctionnement et de l'adapter aux exigences de l'heure. En effet, pour permettre à ses membres de bien accomplir leur mission d'observateurs et de garants de bon déroulement des processus électoraux, la Hiise a publié, dans le cadre des élections locales du 23 novembre, un guide.

Page 3

Connaissance et écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale

Quelles missions pour les instances culturelles et éducatives ?

la campagne électorale - sans que, dans le fond, il y ait un rapport très étroit et fort intime qui rassurerait sur la prise en charge du capital mémoriel de la guerre de Libération nationale, de façon à ce qu'il se déteigne sur le comportement de tous les acteurs politiques et qu'il imprègne de manière solide et indélébile l'ensemble des institutions culturelles et éducatives. Le phénomène du désintérêt dont sont frappées les fêtes nationales au cours de ces dernières années, ne semble pas surprendre outre mesure. La jeunesse est, en toute apparence, happée par le ludique et le spectacle dans tous les moyens qu'offre l'industrie moderne sur

le plan des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic), où l'Algérie enregistre beaucoup de retard dans l'enrichissement de leur contenu par les valeurs culturelles, esthétiques et historiques de notre peuple.

Dans son message adressé à la nation à l'occasion du 1^{er} Novembre, le Président de la République appelle à ce que la lutte de Libération nationale ne se suffise pas d'«une glorification limitée aux seules occasions commémoratives», en expliquant qu'«elle doit nécessairement être au centre de nos ense».

Page 4



Dans le cadre d'une nouvelle stratégie

800 000 logements parachevés en 2019

Le ministère de l'Habitat, compte parachever, durant l'année 2019, l'ensemble des programmes de logement tracés dans la cadre du plan quinquennal en cours (2015-2019) estimés à plus de 801 000 unités. Pour ce faire, une nouvelle stratégie, inscrite au titre du Plan du gouvernement sera mise en œuvre.



Par Karima Nacer

Le financement de la totalité de ces programmes sera à la charge de l'Etat dans la limite des moyens disponibles, a précisé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville,

Abdelwahid Temmar, pour qui, la mise en œuvre de la nouvelle stratégie permettra de résorber le déficit en matière de logements, toutes formules confondues, et de ramener le taux d'occupation par logement de 4,6 à 4,2 habitants à fin 2019, avec l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la sédentarisation des

populations rurales.

Cette nouvelle stratégie repose sur la diversification des types de logement et l'allègement du financement direct par le Trésor public en fonction des capacités financières des ménages algériens, tout en mettant l'accent sur l'aspect urbanistique et la réhabilitation de l'esthétique

des villes.

Dans ce même contexte, la formule du Logement promotionnel aidé (LPA) sera relancée et la promotion immobilière privée encouragée, à travers l'établissement d'un partenariat public - privé et la création d'un marché foncier locatif soutenu par des dispositifs d'aide à la location et de mesures incitatives. Il est question également, selon le ministre, de la numérisation des actes de l'urbanisme, notamment les permis de construire et de l'encouragement de l'utilisation des matériels de réalisation et des matériaux de construction locaux, à travers l'élaboration d'un cahier des charges donnant la priorité au produit local et l'instauration d'un cadre référentiel de dépenses de réalisation.

Le secteur consacrera 20% de la demande publique en matière de projets du secteur, aux entreprises de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), et de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem). Plus de 158 milliards de dinars pour le secteur de l'habitat

Par ailleurs, le ministre de secteur annonce que le secteur de l'habitat bénéficie d'un budget de plus de 158 milliards de dinars au titre de la loi de finances 2018.

dont 16,624 milliards de dinars pour le fonctionnement et 141,90 milliards de dinars pour l'équipement, outre 78,41 milliards de dinars au titre du compte d'affectation spéciale. En matière d'habitat, l'autorisation de programme globale s'élève à 19,486 milliards de DA, réparti entre le projet de réalisation de 1300 logements publics locatifs à Oum El Bouaghi (4,22 milliards de DA) et la réévaluation de 12 opérations inscrites dans le cadre des programmes en cours relatifs à la réalisation de 32 000 logements publics locatifs (15,264 milliards de DA).

Le secteur bénéficiera, au titre du compte d'affectation spéciale, de 78,407 milliards de DA réparti sur l'habitat rural (28 milliards de DA), les logements location-vente (30,03 milliards de DA) et les anciens engagements de l'Etat (18,368 milliards de DA) comprenant notamment les charges de gestion de la Caisse nationale du logement (CNL).

Les wilayas du Sud ont bénéficié, dans le cadre de ce compte, d'une augmentation de l'aide à l'habitat rural à hauteur de 100 000 DA.

K.N.

Vers la relance de la Banque de l'Habitat

Le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Abdelwahid Temmar, a fait état de la possibilité de relancer la Banque de l'Habitat en coopération avec la CNEP-Banque dans le cadre de la diversification des modes de paiement et de financement des projets d'habitat. Le secteur examine avec la CNEP-Banque les modalités de relance de la Banque de l'Habitat et d'encourager le financement de certaines formules par son biais, a indiqué M. Temmar devant la commission des finances et du budget de l'APN dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2018. Le secteur ne dispose pas d'une banque

pour financer ses projets au regard de la forte pression sur la CNEP et le Crédit populaire d'Algérie (CPA), a affirmé le ministre. Par ailleurs, et concernant le logement locatif dont le projet est en cours de préparation, M. Temmar a indiqué qu'il s'agit d'un projet d'investissement visant à atténuer la charge sur le budget de l'Etat et à offrir au citoyen une formule adaptée à son pouvoir d'achat. Dans ce cadre, le promoteur immobilier bénéficie d'un crédit bancaire lui permettant de réaliser des logements destinés à la location contre un montant fixé selon la wilaya et la ville et en fonction du pouvoir d'achat du citoyen.

R. N.

Recyclages des déchets

Les potentialités exploitées sur le marché national ne dépassent pas 5%

Le taux d'exploitation des potentialités sur le marché national ne dépasse pas 5% du volume global, a fait savoir mardi à Alger la ministre de l'Environnement et des énergies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati.

Mme. Zerouati a expliqué, lors d'une audience devant la Commission des Finances et du budget au niveau de l'Assemblée nationale populaire (ANP), dans le cadre de l'examen de la loi des finances 2018, que le "volume des déchets ménagers produits en Algérie est estimé de 13 millions tonnes/an soit une valeur marchande de 100 milliards de dinars (1 milliard de dollars), ajoutant que «le taux exploité en réalité ne dépasse pas 5% de cette valeur».

«Les déchets ménagers passeront, à l'horizon 2035, de 13 à 20 millions de tonnes/an, soit 136 milliards de dinars, tenant compte seulement de la croissance démographique sans considérer d'autres variables qui pourraient augmenter

ces prévisions».

La ministre a indiqué que la «majorité des déchets ménagers (sous toutes ses formes) sont en dehors du processus de récupération, de valorisation et de recyclage».

Mme. Zerouati, a appelé, dans ce sens, à recourir à un partenariat public-privé afin de développer l'économie de recyclage qui est une priorité nationale.

Elle a souligné, dans ce sillage, l'importance d'accorder davantage d'intérêt au recyclage des déchets spéciaux (huiles usées, pneus, batteries, les déchets des équipements électroniques et électriques).

«Il est nécessaire de promouvoir ce secteur en vue d'organiser à même d'encadrer et de structurer le marché de recyclage qui pourrait créer des milliers de postes d'emploi», précise Mme. Zerouati.

«Nous devons procéder à l'avenir à recycler tous ce qu'on consomme pour faire du recyclage un secteur économique producteur de richesse», a-t-elle-ajouté-

Evoquant les efforts déployés par le secteur pour mettre terme aux dépassements qui nuisent à l'environnement, la ministre a fait savoir que les opérations d'inspection au niveau des entreprises économiques, effectuées durant les années précédentes, ont permis de destiner 1 169 mises en demeure, 323 décisions de fermeture et 121 poursuites judiciaires.

Par ailleurs, les études élaborées par le secteur ont fait montre de 70 430 usines polluantes la nature en Algérie dont 30 539 unités à l'Est du pays contre 24.622 unités au milieu et 9 538 unités à l'Ouest contre 5 731 unités au Sud.

Ces unités industrielles, poursuit la ministre, s'engagent à stopper la pollution dans les délais fixés sous peines de sanctions édictées par la loi.

Concernant les énergies renouvelables, la ministre a précisé que la mission de son département ministériel s'articule essentiellement autour de la promotion de ce domaine et la recherche de moyens

pour le développer sans intervenir dans les projets de raccordement au réseau national électrique qui demeure la compétence du ministère de l'Energie.

S'agissant la problématique des changements climatiques, la ministre a indiqué que l'Algérie participera au 23^{ème} sommet de la conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP23) prévue dans la ville de Bonn en Allemagne, du 6 au 17 novembre prochain.

L'Algérie confirmera, lors de ce sommet ses engagements à l'accord de Paris signé en 2015 par les pays du monde. Elle s'engagera également dans le cadre de cet accord à réduire les émissions des gaz polluants à 7% à l'horizon 2030.

Dans ce cadre, Mme. Zerouati a souligné que tous les départements ministériels du pays ont entamé l'installation du cadre organisationnel nécessaire pour concrétiser ce but au niveau du secteur.

D'autre part, les députés,

membres de la commission, ont évoqué plusieurs thèmes relatifs au secteur dont le retard de la réalisation des études d'impact environnemental sur le climat d'investissement et la gestion des centres d'enfouissement ainsi que l'impératif d'achever le cadre organisationnel du secteur et de renforcer les capacités d'inspection.

Concernant les dispositions du projet de la loi de finances 2018 relatives au secteur, il a été souligné l'actualisation de nouvelles taxes sur les activités polluantes et dangereuses pour l'environnement et l'augmentation de la valeur de certaines taxes existantes ainsi que la révision du mode de répartition de leur revenu.

L'audience présidée par le président de la commission, Toufik Torche, s'est déroulée en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, et des cadres du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables.

R. H.

Bouteflika à l'occasion du 63^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution

L'ANP doit être tenue «à l'abri des surenchères politiciennes»

Lors de son discours à l'occasion du 63^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, le Président Bouteflika n'a pas manqué de passer des messages politiques et économiques d'une grande importance.



Par S. A. Mohamed

Evocant l'ANP il dira que «cette institution républicaine doit donc être tenue à l'abri des surenchères et des ambitions politiciennes», a souligné le Président de la République dans son message estimant à juste titre que l'ANP, «digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), qui prend en charge efficacement sa mission constitutionnelle de protection de nos frontières face au terrorisme international et au crime transfrontalier». Aussi, a-t-il tenu à souligner, «l'ère des périodes de transitions est révolue en Algérie dont les institutions politiques ont été sauvegardées au prix de dizaines de milliers de martyrs du devoir national». A cet égard, il a rappe-

lé que «le pouvoir se conquiert désormais aux échéances prévues par la Constitution, auprès du peuple souverain qui l'attribue par la voie des urnes, à la lumière de programmes concrets qui lui seront proposés». Le Président Bouteflika a indiqué, en outre, que «la préservation de l'héritage de nos glorieux martyrs, notamment celle de notre souveraineté entière ainsi que nos options sociales de justice et de solidarité nous interpellent, aujourd'hui plus que jamais pour plus d'efforts et plus d'efficacité dans le domaine économique». Dans son message, il a également souligné que la Révolution de Novembre a été et demeure «le ciment de l'unité nationale». «En effet, la Révolution de Novembre a été et demeure le ciment de notre unité

nationale», a affirmé le Président Bouteflika insistant sur le fait que cette révolution «doit demeurer un héritage rassembleur de toutes les forces politiques, économiques et sociales, chaque fois qu'il s'agira de l'Algérie avant tout». Le Président de la République a souligné, en outre, que la Révolution de Novembre «est un patrimoine que les générations actuelles ont le devoir de léguer aux générations futures, de sorte que celles-ci en nourrissent leur fierté nationale à travers les décennies et même les siècles à venir». Le Président Bouteflika a invité, à ce propos, les responsables du système national d'éducation, d'enseignement et de formation, les hommes et femmes de lettres et de culture, les moudjahidine, «acteurs et témoins de notre lutte de Libération nationale,

à écrire, à vulgariser et à enseigner notre Histoire, au sein de laquelle la Révolution de Novembre demeurera une épopée incomparable». «La lutte de Libération nationale ne saurait se suffire d'une glorification limitée aux seules occasions commémoratives. Bien au contraire, elle doit nécessairement être au centre de nos enseignements, et au centre de nos productions artistiques, culturelles et médiatiques», a-t-il souligné. Rappelant les réalisations et les progrès enregistrés par l'Algérie dans les différents domaines depuis l'indépendance, le chef de l'Etat a rappelé «la nécessité de se mobiliser pour préserver et consolider ces acquis qui ne sont qu'une étape dans la construction nationale». «Préserver nos acquis exige de nous, dans la pluralité des options politiques, d'être capables de faire partie d'un front patriotique commun, chaque fois qu'il s'agira de l'Algérie, notamment face aux multiples menaces extérieures», a fait valoir le Président Bouteflika. Dans un autre registre, le chef de l'Etat a estimé, mardi, que le peuple algérien peut être fier du bilan de son demi-siècle d'indépendance, précisant que le pari de poursuivre le développement national avec des revenus publics sérieusement amoindris n'est pas au-dessus de nos capacités nationales». «La commémoration du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre et la communion nationale qu'elle suscite avec nos glorieux chouhada, nous invite à évaluer ce que nous avons fait de l'indépendance nationale, et à nous interroger sur ce que nous devons encore faire au service de l'Algérie», a souligné M. Bouteflika. «Il reste encore à nous mobiliser pour préserver et consolider ces acquis qui ne sont qu'une étape dans la construction nationale», a-t-il estimé. A cet effet, a-t-il remarqué, «la préservation de l'héritage de nos glorieux martyrs, et notamment celle de notre souveraineté entière ainsi que nos options sociales de justice et de solidarité nous interpellent, aujourd'hui plus que jamais, pour plus d'efforts et plus

d'efficacité dans le domaine économique». M. Bouteflika a également rappelé que les prix des hydrocarbures ont «sévèrement» reculé ces dernières années, «ce qui nous condamne à poursuivre notre développement avec des revenus publics sérieusement amoindris et ce, alors que notre démographie enregistre une forte croissance». «Ce pari n'est pas au-dessus de nos capacités nationales pour autant que nous fassions tous preuve de convergence autour des voies et moyens de développement que la bataille requiert», a-t-il insisté. Le chef de l'Etat a indiqué que «ces voies et moyens sont de faire prévaloir une seule et unique idéologie, celle des intérêts du pays et de ses citoyens, pour valoriser davantage nos immenses potentialités industrielles, énergétiques, agricoles, touristiques, minières et autres».

S.A.M.

Test de connaissance du français

L'organisation des inscriptions prolongée

L'institut français d'Alger (IFA) a décidé de prolonger, pour la semaine du 5 au 9 novembre prochain, l'organisation des inscriptions au test de connaissance du français (TCF), annonce mardi un communiqué de l'Institut.

«L'augmentation importante, cette année, du nombre des candidats à l'inscription au TCF a conduit l'IFA à prolonger, pour la semaine du 5 au 9 novembre 2017, l'organisation des inscriptions par ordre alphabétique, afin que les candidats puissent s'inscrire dans les meilleures conditions possibles», précise la même source. L'Institut a indiqué que le calendrier fixé pour la semaine du 5 au 9 novembre a été défini en fonction des flux enregistrés cette semaine, précisant que les candidats dont les noms commencent par la lettre A peuvent s'inscrire le dimanche 5 novembre, ceux par la lettre B lundi 6 novembre, par les lettres C, D, E, F, G, H mardi 7 novembre, par les lettres I, J, K, L, M mercredi 8 novembre et enfin par les lettres N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z jeudi 9 novembre. L'Institut français a tenu à rappeler que les inscriptions pour le TCF «pourront bien sûr se poursuivre à l'IFA au cours des semaines et mois suivants, selon des modalités qui seront précisées très prochainement».

L. M.

Suivi et surveillance de la campagne électorale

La HIISE publie un guide pratique

Par Rachid Chihab

La Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), continue de moderniser son fonctionnement et de l'adapter aux exigences de l'heure. En effet, pour permettre à ses membres de bien accomplir leur mission d'observateurs et de garants de bon déroulement des processus électoraux, la Hiise a publié, dans le cadre des élections locales du 23 novembre, un guide.

Le guide est mis à la disposition des coordinateurs des permanences de wilaya de la Hiise et de ses membres parmi les magistrats et représentants de la société civile en vue de renforcer leurs activités lors du suivi sur le terrain et d'intervenir, en cas de saisines, pour garantir le respect des cadres légal et réglementaire et des mesures de surveillance des élections.

Le guide renferme plusieurs volets, notamment le cadre légal et réglementaire de l'Instance, en se référant à la Constitution et aux fondements juridiques et réglementaires définissant ses fonctions, sa composante et les modalités de gestion de ses permanences et ce, outre la relation de ses membres avec les parties prenantes au processus électoral, en vue de veiller à assurer la transparence et à la régularité de cette échéance.

Le guide porte également sur les conditions et mesures de déploiement des officiers publics (notaires et huissiers de justice), qui agissent sous la supervision du coordinateur de permanence de la Hiise dans le cadre de l'appui de son action. Ainsi, les membres de la Hiise auront tous les outils techniques et juridiques pour mener leurs missions sur le terrain. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la volonté des hautes autorités du pays d'offrir les

garanties sérieuses aux candidats aux prochaines élections locales.

Au titre de ses prérogatives, la Hiise exerce son activité de surveillance depuis la convocation du corps électoral jusqu'à la proclamation des résultats provisoires du scrutin. La surveillance concerne les différentes opérations et mesures, à commencer par la révision des listes électorales, le retrait des imprimés, le dépôt des dossiers de candidatures, l'établissement des procurations jusqu'à la désignation des membres du bureau de vote, le suivi du déroulement de la campagne électorale, le vote et le dépouillement des bulletins.

Les candidats ou leurs représentants peuvent saisir tout de même la Haute instance indépendante de surveillance des élections en cas de dépassement quelconque constaté sur le terrain, aussi bien avant, que pendant les élections.

R.C.

Connaissance et écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale

Quelles missions pour les instances culturelles et éducatives ?

La fête du 1^{er} Novembre a coïncidé cette année avec le quatrième jour de la campagne électorale pour les élections locales du 23 novembre prochain.



Par Saâd Taferka

Dans la forme, un tel croisement a donné des couleurs aux deux événements - la célébration du premier jour du déclenchement de la guerre de Libération nationale et les discours et meetings de la campagne électorale - sans que, dans le fond, il y ait un rapport très étroit et fort intime qui rassurerait sur la prise en charge du capital mémoriel de la guerre de Libération nationale, de façon à ce qu'il se déteigne sur le comportement de tous les acteurs politiques et qu'il imprègne de manière solide et indélébile l'ensemble des institutions culturelles et éducatives. Le phénomène du désintérêt dont sont frappées les fêtes nationales au cours de ces dernières années, ne semble pas surprendre outre mesure. La jeunesse est, en toute apparence, happée par le ludique et le spectacle dans tous les moyens qu'offre l'industrie moderne sur le plan des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Ntic), où l'Algérie enregistre beaucoup de retard dans l'enrichissement de leur contenu par les valeurs culturelles, esthétiques et historiques de notre peuple.

Dans son message adressé à la nation à l'occasion du 1^{er} Novembre, le Président de la République appelle à ce que la lutte de Libération nationale ne se suffise pas d'«une glorification limitée aux seules occasions commémoratives», en expliquant qu'«elle doit nécessairement être au centre de nos enseignements, et au centre de nos productions artistiques, culturelles et médiatiques». De même, Novembre «est un patrimoine que les générations actuelles ont le devoir de léguer aux générations futures, de sorte que celles-ci en nourrissent leur fierté nationale à travers les décennies et même les siècles à venir».

Au cours de ces dernières années, l'on a eu droit à un intérêt accru des chaînes de télévision françaises à ce qui est communément appelé en France la «guerre d'Algérie». Le relatif effort de regarder en face l'histoire, permis par le recul de plus de cinq décennies après l'Indépendance du pays, a quand même pu imposer ce terme après des décennies de l'exécrable euphémisme «événements d'Algérie».

L'évolution de la vision que l'on se fait, dans les cercles médiatiques et intellectuels français, de la guerre de Libération algérienne est, quoi que l'on dise, une donnée qui commence à s'imposer sur la scène culturelle. Malgré quelques distorsions faites parfois au bon sens et à la vérité historique dans la manière d'interpréter les faits, la morbide nostalgie d'un «paradis perdu» tend de plus en plus à être remplacée par une relative sérénité. Il est vrai que cette sérénité mettra beaucoup de temps pour s'affirmer convenablement et se consolider avec des matériaux scientifiques que requiert toute recherche en

histoire. Notons que l'extrême droite, à la recherche de gisements électoraux, a longtemps œuvré à exploiter ce filon. Ce courant politique, puissamment soutenu par les déçus de «l'Algérie française», a malheureusement marqué des points au cours de ces dernières années en portant à leur pinacle les thèmes xénophobes qui sont son menu ordinaire. Il est vrai que ces thèmes ont été aussi exacerbés par l'actualité sécuritaire en Europe où le djihadisme armé a aussi marqué sa présence et fait ses victimes.

Mettre fin à la vacuité culturelle

Si les Algériens accordent un certain intérêt à la manière dont la France - au niveau de ses médias, de ses universités et des milieux intellectuels - traite de certains faits en relation avec la «guerre d'Algérie» (1^{er} Novembre, 19 Mars, 17 Octobre 1961, 5 Juillet...), rien ne devra cependant les exonérer d'un droit de regard critique sur la manière et le mode de commémoration de ces mêmes événements par les institutions algériennes (administrations, écoles, médias, associations, organisations de moudjahidine ou de fils de chouhad...). Et c'est à cet instant qu'une effrayante vacuité surgit et que l'on devient presque «conciliant» ou indulgent avec les relents de nostalgie et la passion qui entachent les manifestations en France relatives à ces événements.

L'on se souvient d'une instruction du Premier ministre adressée, au début de l'année 2012, aux walis, les invitant à charger toutes les directions exécutives de wilaya à préparer des programmes de commémoration du demi-siècle de l'Indépendance et ce, par l'identification des projets à inaugurer par secteur (travaux publics, hydraulique, agriculture, urbanisme et construction, secteur de la culture, administration des moudjahidine...). C'est là une méthode administrative, voire bureaucratique, de célébrer un événement historique d'une grande ampleur. Le cinquantenaire et ses multiples n'arrivent pourtant qu'une fois par demi-siècle, autant dire une seule fois dans la vie d'un citoyen adulte.

En dehors de ces infrastructures, ouvrages et équipements publics destinés à une inauguration solennelle, quels étaient et que sont les programmes culturels, les séminaires, les émissions de télévision et de radio, les publications spéciales et les activités pédagogiques et didactiques que réclame de tels événements ? La sécheresse de la production culturelle ne semble malheureusement pas être secouée ou remise en cause par la commémoration des anniversaires du déclenchement de la guerre de Libération nationale ou de l'accession à l'Indépendance.

Témoigner sans passion

Au moment où les acteurs de la glorieuse Révolution de Novembre 1954 sont atteints

par la fatalité biologique de quitter ce bas monde - on a enregistré au moins une trentaine de noms célèbres de la guerre de Libération nationale qui ont disparu au cours des cinq dernières années - la recension des témoignages s'est limitée à quelques fugaces pages de journaux quotidiens. Pourtant, le devoir de témoigner sans passion est une exigence pour perpétuer le message de Novembre et de participer à l'écriture de l'histoire.

Les quelques ouvrages parus ces dernières années et les articles de presse relatifs à la guerre de Libération nationale n'ont pas encore eu un véritable prolongement académique, tel que l'exige la recherche dans le domaine de l'histoire. Des points d'ombre, des séquences mouvementées de cette guerre, des versions contradictoires de certains épisodes, ont besoin d'un nouvel éclairage, de mémoires croisées et de recoupements pour qu'ils puissent passer avec le moins de passion et d'esprit de revanche possible dans la postérité.

Si certaines révélations - pleines de passion et d'esprit «polémiste» - faites au cours de ces deux dernières années dans la presse écrite ont le mérite de casser quelques tabous hérités des «impératifs» de la guerre et de la pensée unique instaurée après l'indépendance, elles demeurent quand même lacunaires du fait qu'elles manquent de pédagogie, d'esprit de suite et de recoupements que requiert un tel travail de mémoire. Après les quelques réactions et remous suscités par ces interventions sporadiques, la tempête s'estompe dans l'indifférence, l'apathie et la torpeur dans lesquelles se vautrent nos institutions culturelles et pédagogiques.

L'écriture de l'histoire (livres, revues spécialisées, documents audio et vidéo...), son prolongement dans les manuels scolaires et sa prise en charge sur le plan de la symbolique font aujourd'hui partie de ce qui est appelé le travail de mémoire. Outre le fait de travailler à restituer les faits et à établir une chronologie, l'investigation historique et la restitution de ses résultats ont également pour but de maintenir vivante et vigilante la mémoire collective et de nourrir le fonds culturel et symbolique des générations futures.

Le travail de mémoire et sa matérialisation dans les instances académiques, scolaires et culturelles font indubitablement face à des aléas et des pesanteurs qui ne manquent pas de grever de temps en temps une démarche qui n'a, en réalité, rien de linéaire. C'est un chemin tortueux et jonché de préjugés du fait que, entre l'Algérie et l'ancienne puissance coloniale, l'effort de restitution mnémorique et scripturale du passé commun conflictuel, demeure encore sustenté, non seulement par les faits de ce même passé, mais également par le regard actuel imposé par les

jeux et les enjeux du présent. Cette forme de «brouillage» ou d'interférence n'est évidemment pas sans danger sur l'objectivité et la remise en contexte des événements.

Un syndrome de la tendance en cours sur le plan de l'écriture de l'histoire, c'est celui du rythme de production d'écrits et autres documents audiovisuels sur le sujet. En effet, une forme de frénésie dans l'écriture de l'histoire de la guerre s'est emparée des acteurs et des chercheurs en histoire depuis au moins le début du nouveau siècle. A cela, s'est greffé le très controversé décret français de février 2005 glorifiant la colonisation. Ce texte n'a fait qu'accélérer les choses et justifier des recherches encore plus poussées dans le domaine.

Loin des chapelles idéologiques et des «impératifs» administratifs

Outre les témoignages écrits des acteurs de la guerre de Libération nationale, qui sont en train de quitter ce bas monde à un rythme infernal (Benkhedda, Saâd Dahleb, Aït Ahmed, Yahia Abdelhafidh...), un autre support, celui de l'audiovisuel, est en train d'investir de façon offensive la période de la guerre de Libération. Les films sur Mostefa Ben Boulaïd et Krim Belkacem en sont les exemples les plus vivants, indépendamment des réserves que certains critiques cinématographiques ou d'histoire ont émises à propos de ces productions.

Sur le plan institutionnel, les appels à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale ne se sont jamais arrêtés. Le Président de la République, les ministres des Moudjahidine et de la Culture qui se sont succédé au cours des 20 dernières années, ont, chacun à sa manière, intégré ce besoin et cette exigence dans leurs discours et certains de leurs programmes. Ce ne sont pas, en tout cas, les mécanismes institutionnels qui font défaut. Même sous le règne du parti unique, une commission a été dérogée pour la «réécriture» de l'histoire de la Révolution, laquelle commission était présidée par le responsable de l'appareil exécutif du parti. Rien qu'à évoquer ce cadre dans lequel a évolué le travail de ceux qui furent déclarés «historiens» et la mission qui fut la leur, c'est-à-dire la réécriture de l'histoire, l'on est édifié sur la distance qui nous sépare de la connaissance historique en Algérie. La société et son élite sont-elles aujourd'hui assez mûres pour s'atteler à cette exaltante tâche de connaître toute l'histoire de la période coloniale en général, et celle de la guerre de Libération nationale en particulier ?

Il s'agit de décider à renoncer d'abord à cette conception bureaucratique et stérile qui consiste à ne commémorer de grandes dates historiques que par l'inauguration de routes, polycliniques, mosquées ou lycées. Ensuite, il y a lieu de réinstaller les institutions culturelles et académiques du pays dans leurs missions originelles, celles de l'accès au savoir et à la culture pour de larges franges de la population de façon à participer à la formation d'une citoyenneté responsable, laquelle, à partir d'une histoire faite d'une fière insoumission et d'un combat acharné contre la colonisation, tente de mettre les repères et d'insuffler l'énergie nécessaires pour une société équilibrée consciente de ses droits et devoirs.

Quelles que soient les éventuelles dérives ou manipulations qui risquent de grever, pour quelques années encore, le traitement de la guerre de Libération nationale par les médias et historiens étrangers, le centre d'intérêt des Algériens devra être ce sursaut qui sont censés faire les historiens, les chercheurs et les universitaires nationaux pour s'investir dans la connaissance et l'écriture de cette période historique du peuple algérien, loin des pressions politiques, des chapelles idéologiques et des «impératifs» administratifs.

Selon la Chambre algérienne de commerce et d'industrie

Hausse de la production de la datte à plus d'un million de tonnes

La production de la datte a presque doublé passant de 600 096 tonnes en 2012 à environ 1 100 000 tonnes en 2017 dont 3% sont exportées, a indiqué, mardi à Alger, la directrice générale de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Wahiba Bahloul.



L'Algérie est classée parmi les principaux pays producteurs de dattes (4^e rang mondial avec 14% de la production mondiale) et le montant des exportations en 2016 a été de 37 millions de dollars ce qui est qualifié d'insignifiant par rapport au potentiel existant, a précisé Mme Bahloul lors d'une conférence de presse de présentation consacrée au 3^{ème} du Salon international de la datte de Biskra (Sidabtech) prévu du 2 au 5 décembre prochain.

Initié par la Chambre de commerce et d'industrie des Zibans et la Caci, le Salon s'intéressera au créneau des dérivés de la datte qui renferme des opportunités pour la création de nombreuses petites et les moyennes entreprises (PME) pouvant employer plusieurs personnes ainsi qu'à l'exportation pour contribuer à l'effort de diversification des exportations hors hydrocarbures, a ajouté la directrice générale.

Les exportateurs seront présents à ce Salon, a précisé, de

son côté, Rachid Saï, directeur de l'animation et du développement de l'entreprise à la Caci. Lors de cet événement, il est prévu une rencontre entre les différents acteurs intervenant dans le domaine de la datte notamment les producteurs, distributeurs, exportateurs, agronomes, industriels, banquiers et pouvoirs publics dans le but est de montrer les opportunités d'affaires et d'investissement.

M. Saï a fait observer que seulement 54 variétés parmi les 360 existantes sont mises sur

les marchés national et international principalement deglet nour et degla beida. La datte est destinée à une quarantaine de pays et des efforts sont déployés pour pénétrer la Chine et le VietNam, ont précisé les organisateurs.

Durant ces dernières années, des efforts considérables ont été consentis en matière de transformation de la datte, à travers notamment les investissements et la création d'usines modernes spécialisées dans la transformation des dattes, a-t-il informé.

En 2015, il a été enregistré environ 20 entreprises activant dans la transformation de la datte passant à plus de 80 entreprises en 2017 dans différentes wilayas du pays pour obtenir des produits dérivés de dattes comme le sucre de datte, le miel, les dattes fourrées, le vinaigre de datte, la farine de datte, le café de datte.

Le Salon s'articulera autour des volets liés à la production, l'exposition des différentes variétés de dattes, l'équipement et la transformation ainsi que le conditionnement en plus de conférences traitant de divers thèmes à caractère économique et réglementaire.

Les banques, les compagnies d'assurance, les écoles d'agronomie et les instituts de recherche seront aussi présents à ce salon.

Riad D.

Ministère de l'Agriculture

Convention de coopération avec l'Agence spatiale algérienne

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kamel Chadi et le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (Asal), M. Azzedine Ousedik, ont procédé mardi à la signature d'une convention de coopération.

La convention, signée en marge d'un atelier technique conjoint entre le ministère et l'Asal, a pour objet de définir les domaines d'utilisation des technologies spatiales et leurs applications dans les projets de développement agricole, forestier et de pêche à caractère stratégique et l'impact sur la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie.

L'Asal mettra, en vertu de cette convention, à la disposition du ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, des outils scientifiques basés sur des images satellitaires et des systèmes de données géographiques permettant d'assurer une veille continue du développement et de la croissance des superficies de production agricole, de détecter les phénomènes naturels, la prévision du rendement agricole, et l'élaboration de cartes thématiques d'aide à l'analyse et la prise de décisions adéquates.

Ces outils permettront, en outre, d'établir des prévisions sur le développement des zones naturelles et de prendre des décisions pour leur préservation et protection.

Les images satellitaires seront également utilisées dans les domaines de coopération relatifs aux forêts et zones humides, la pêche et l'aquaculture, la lutte contre le criquet, la protection des plantes, et l'utilisation de cartes thématiques relatives au développement agricole.

Le directeur général de l'Asal a affirmé que cette coopération entre le ministère et l'Asal n'était pas la première du genre, faisant état de plusieurs projets communs dans le domaine de la lutte contre la désertification, ainsi que d'autres projets ayant trait à la lutte contre les incendies, la pêche, la lutte contre le criquet.

Il a affirmé que la signature de cette convention permettra de travailler avec tous les organismes dépendant du ministère de l'Agriculture, précisant que des cycles de formation seront organisés au profit des intervenants directs et indirects.

Il a également fait état de l'introduction prochaine d'une carte des risques d'incendies au niveau de la direction générale des forêts pour l'intervention rapide en cas de sinistres.

Pour sa part, M. Chadi a mis en avant l'importance de l'enrichissement des données à travers l'utilisation des images satellitaires dans tous les programmes du ministère, soulignant que la nouveauté résidait dans l'élargissement de ces mécanismes aux programmes économiques.

Affirmant que l'agriculture est un levier important en tant qu'alternative aux hydrocarbures, mais aussi pour assurer la sécurité alimentaire, il a mis en exergue l'importance de l'utilisation des images satellitaires pour valoriser et évaluer la production de manière scientifique.

L'organisation de cet atelier technique entre le ministère de l'Agriculture et l'Asal entre dans le cadre de l'établissement d'une coopération entre les deux parties en vue de définir les domaines d'utilisation des technologies et des applications spatiales dans l'étude et la mise en oeuvre des projets de développement agricole.

Les changements climatiques, la désertification, les incendies et l'invasion acridienne constituent des défis régionaux qui entravent le développement durable dans tous les pays, notamment en développement. Aussi, l'Algérie a-t-elle accordé un intérêt particulier au développement d'outils scientifiques et techniques tels que les techniques spatiales, les images satellitaires et les systèmes d'information géographique qui permettent de suivre en temps réel l'évolution des espaces de production agricole et de la pêche, d'analyser les risques naturels et de prévoir le rendement agricole et facilitent ainsi la prise de décision.

R. N.

Au profit de 25 jeunes maghrébins à Mostaganem

Session de formation en entrepreneuriat solidaire

■ Une session de formation en entrepreneuriat solidaire et social a été lancée, mardi à Mostaganem, au profit de 35 jeunes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, a-t-on appris auprès de la Fondation méditerranéenne de développement durable Djanatu El Arif, initiatrice du stage.

Le vice-président de la fondation, Abdellah Benhabib, a indiqué que cette session encadrée par des experts algériens et étrangers de France, Grande-Bretagne et Portugal, est complémentaire aux projets de la fondation en matière de développement durable et de formation en environnement, ajoutant que Djanatu El Arif entreprend un projet d'insertion de jeunes à travers la formation et la mise à niveau.

«L'économie sociale et solidaire est une occasion et une solution pour la société, surtout que le soutien de l'Etat en matière d'insertion socio-professionnelle à travers différents dispositifs a une limite et que les jeunes, les associations et la société civile doivent avoir des initiatives et un rôle en autofinancement des projets», a expliqué ce responsable.

M. Benhabib a ajouté que «l'économie de demain est une économie participative où la société civile doit assumer le rôle de partenaire en proposant des solutions durables, bannir le travail anarchique et favoriser le travail professionnel et laisser de côté le bénévolat pour entreprendre des projets productifs».

Un ingénieur du projet de l'économie solidaire de la Fondation Djanatu El Arif a appelé à transformer des formes traditionnelles de solidarité comme la touiza et la ouzia en modes économiques professionnels.

Cette session de formation de cinq jours permettra aux participants de s'enquérir des bases d'économie sociale, des modalités de création et de gestion d'entreprises de solidarité, en plus de développer des idées et des projets de volontariat et d'actions caritatives et trouver des voies et moyens d'insertion socio-professionnelle des jeunes avec un autofinancement sans compter sur le soutien de l'Etat, a-t-on souligné.

La Fondation Djanatu el Arif, une association internationale méditerranéenne relevant de la zaouia El Alawiya dont le siège est à Mostaganem, a été créée en 2007 dans le but de réaliser des recherches et des études sur le développement durable, de former dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et d'échanger le savoir-faire et les expériences en matière de volontariat et d'actions sociales entre les jeunes. Elle active au niveau du bassin méditerranéen.

R. N.

Selon le ministre des Finances

Mise en place prochaine d'un Observatoire national de l'épargne

Un Observatoire national de l'épargne sera mis en place par les banques en vue d'appréhender la réalité de l'épargne en Algérie et de mettre en place des mécanismes adaptés pour mieux drainer les fonds, a indiqué, mardi à Alger, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.



À travers cet Observatoire, il s'agira d'élaborer des études et de procéder à la collecte des données, des statistiques et des sondages d'opinion sur l'épargne, dont les résultats seront exploités par les banques pour une meilleure collecte de l'épargne, a expliqué M. Raouya en marge de l'inauguration du nouveau siège de la Cnep-Banque (Chéraga), en présence notamment du

ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, du président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), M. Boualem Djebbar, et des P-DG des banques.

Pour sa part, M. Djebbar a relevé que l'accumulation, l'augmentation et le développement de l'épargne restait la «préoccupation permanente» des

banques, en précisant que cet Observatoire activera sous l'égide de l'Abef.

Selon lui, la baisse de l'épargne au niveau des banques est principalement due à une forte consommation des crédits.

Par ailleurs, en marge de la cérémonie de l'inauguration du siège de la Cnep-banque, M. Loukal a indiqué à la presse que les réserves de change de l'Algérie étaient actuellement à

102 milliards de dollars.

Interrogé sur l'apport des banques dans le financement du secteur économique, le gouverneur de la Banque d'Algérie a considéré que ces établissements bancaires «ont les capacités pour poursuivre leur soutien à l'économie nationale si bien que le taux de croissance des crédits reste autour de 10%, ce qui augure une performance assez remarquable».

Concernant le financement non conventionnel, M. Loukal a indiqué que sa mise en place était en cours, en précisant que ce dispositif sera accompagné d'un encadrement «très rigoureux» de façon à permettre à financer le déficit du Trésor public et de sa dette sans générer d'inflation.

«Nous avons les outils pour maîtriser l'inflation et il n'y aura pas d'inflation», a-t-il assuré.

Pour ce qui est de la dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères, le gouverneur a observé que depuis juillet 2017, l'euro a connu une envolée sur les marchés internationaux de sorte que la parité de l'euro par rapport au dollar est passée de 1,04 dollar à 1,2 dollar.

«Il est normal que les monnaies subissent des dépréciations, et le dinar ne peut échapper à cette évolution», a-t-il indiqué tout en exprimant son optimisme pour ce qui est de l'évolution du dinar en 2018.

R. L.

CRMA de Batna

Ouverture de deux antennes locales

Deux antennes locales de la caisse régionale de mutualité agricole (Crma) de la wilaya de Batna, ont été ouvertes dans les cités Chikhi et Sonatiba, a-t-on constaté.

L'opération vise à diminuer la pression exercée sur le siège de cette caisse sis au centre ville et à rapprocher les services de cette structure aux agriculteurs, tout en contribuant à fournir les conditions nécessaires pour la prise en charge les préoccupations des agriculteurs, selon les explications fournies au chef de l'exécutif local.

Le directeur de la Crma, Safi Mehdaoui a

précisé à cette occasion que cette caisse dispose de 11 agences réparties sur les diverses communes de la wilaya en plus d'un bureau mobile qui sillonne les zones montagneuses permettant de faciliter la communication avec les fellahs, a-t-il expliqué.

Le nombre d'actionnaires de cette caisse a atteint 2 918, a-t-on encore souligné que les actes d'assurance de l'année 2016-2017 étaient de l'ordre de 145 000 pour un montant global estimé à 514 millions de dinars dont 211 actes agricoles d'un coût de 26 millions de dinars, a-t-il fait savoir.

Le chef de l'exécutif local a appelé les responsables de cette caisse à sensibiliser les agriculteurs pour adhérer à cette caisse, considérant que le nombre des actes d'assurance agricole inscrits est jugé «très faible» par rapport au nombre des agriculteurs activant dans cette région à caractère agricole.

Les indemnités agricoles de l'année 2016-2017 sont estimées dans la wilaya à 50 millions de dinars parmi le nombre global réservé aux différentes activités d'assurance évaluées à 297 millions de dinars, a-t-on rappelé.

Le P-DG de Sonatrach depuis Adrar

Accorder plus d'importance à l'industrie pétrochimique

Le P-DG du groupe Sonatrach, Abdelmoumene Ould Kaddour, a affirmé, mardi à Adrar, que Sonatrach va à travers ses plans de développement futurs accorder plus d'importance au développement de l'industrie pétrochimique dans l'exploitation de gaz.

«Le groupe Sonatrach entend, à travers ses plans futurs accorder davantage d'importance au développement de l'industrie pétrochimique en matière d'exploitation du gaz, et ne plus se

contenter de l'extraire et de le commercialiser, eu égard aux importants revenus et plus-value que cela engendrera à l'économie nationale», a indiqué M.Ould Kaddour lors de l'inspection du projet Reggane (Sud d'Adrar).

Il a, à ce titre, souligné que les prochaines années seront dédiées au développement des champs et au renforcement de l'industrie pétrochimique dans les projets d'exploitation gazière et pétrolière. Lors de son inspection du projet Reggane, dont les travaux

tirent à leur fin et où il supervisé les premiers essais techniques gazières, le P-DG de Sonatrach a salué le niveau élevé des mesures de sécurité prises pour la protection des personnels dans cette installation gazière, déclarant, à ce propos, que «ce chantier a été marqué par une absence totale d'accidents de travail, grâce aux mesures de sécurité judicieuses adoptées».

Il a, en outre, fait savoir que le retard accusé dans les travaux d'exécution a été largement rattrapé permettant ainsi

au groupe Sonatrach de respecter les engagements d'approvisionnement énergétique de ses clients et d'honorer les contrats internationaux en la matière.

S'agissant de la stratégie nationale de transition énergétique 2030, M.Ould Kaddour a relevé l'orientation de Sonatrach vers cette perspective, en recourant à l'exploitation des énergies propres au niveau de certaines de ses installations pétrolières, à l'instar de ce qui s'est fait à Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla). T. K.

Il a reçu l'ambassadrice d'Indonésie

Yousfi évoque le développement du partenariat industriel

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a reçu, mardi à Alger, l'ambassadrice d'Indonésie en Algérie, Mme Safira Machrusah, avec laquelle il a évoqué le développement du partenariat industriel entre les deux pays, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Les deux parties, ont fait part de leur volonté de développer le partenariat industriel et ont convenu de soutenir les projets portés par les entreprises des deux pays, a ajouté la même source.

De son côté, l'ambassadrice d'Indonésie a mis un accent particulier sur l'intérêt porté au marché algérien par des entreprises de son pays, notamment dans les secteurs des mines, de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables, précise le communiqué.

Pour sa part, M. Yousfi a mis en exergue «la volonté du gouvernement de développer des projets de partenariat dans les différentes branches industrielles, mettre en avant l'ambition de l'Exécutif de faire du pays un acteur majeur du marché mondial des phosphates».

Il a souhaité, par la même occasion, une participation active des entreprises indonésiennes dans les domaines d'activité précitées, conclu la même source.

R. N.

Bilan financier du 3^{ème} trimestre 2017

Ooredoo Algérie poursuit ses performances positives

Le groupe de télécommunications Ooredoo a rendu publics hier son bilan financier du 3^{ème} trimestre 2017. Les résultats du groupe révèlent des performances positives de la filiale algérienne.

En effet, pour ce 3^{ème} trimestre 2017, Ooredoo Algérie a poursuivi sa croissance, avec une progression positive de ces principaux indicateurs financiers, notamment les revenus, le résultat avant intérêts, taxes, dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations (Ebitda) et le nombre d'abonnés.

Ainsi, au 30 septembre 2017, Ooredoo Algérie a enregistré des revenus de de l'ordre de 79,2 milliards de dinars algériens.

L'Ebitda a enregistré une augmentation significative de 16% avec 36,1 milliards de dinars algériens au 3^{ème} trimestre 2017, contre 31,1 milliards de dinars algériens à la même période de l'année précédente.

Le nombre d'abonnés au 3^{ème} trimestre 2017 a dépassé les 14 millions.

S'agissant des investissements, Ooredoo Algérie table sur un volume qui pourrait atteindre 20 milliards de dinars algériens durant l'année 2017 et orientés principalement dans la modernisation du réseau et l'amélioration de la couverture à travers l'ensemble du territoire national.

Au sein du groupe Ooredoo, Ooredoo Algérie représente 09% du nombre d'abonnés et 07% des investissements globaux du groupe.

Communiqué



Selon l'OMS

Trois millions de personnes ont bénéficié d'un traitement contre l'hépatite C

Un nombre record de 3 millions de personnes ont pu obtenir un traitement contre l'hépatite C au cours des deux dernières années, alors que 2,8 millions de personnes ont obtenu un traitement à vie contre l'hépatite B en 2016, a indiqué mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à la veille du Sommet mondial 2017 sur les hépatites qui se tient au Brésil.



« Le nombre de pays ayant élaboré des plans nationaux pour éliminer l'hépatite virale menaçant le pronostic vital au cours des cinq dernières années a presque quintuplé », a déclaré le Dr Gottfried Hirnschall, directeur du Programme mondial contre le VIH et l'hépatite de l'OMS qui a estimé que « ces résultats apportent l'espoir que l'élimination de l'hépatite peut et deviendra une réalité ».

Ce Sommet, coorganisé par l'OMS et l'Alliance

mondiale contre l'hépatite, vise à encourager davantage de pays à prendre des mesures décisives pour lutter contre l'hépatite, qui cause encore plus de 1,3 million de décès chaque année et touche plus de 325 millions de personnes dans le monde.

« Nous ne pouvons pas perdre de vue le fait que l'année dernière 194 gouvernements se sont engagés à éliminer l'hépatite virale d'ici à 2030 », a déclaré Charles Gore, président de l'Alliance mondiale contre l'hépatite.

« Bien sûr, nous

sommes encore loin de cet objectif, mais cela ne signifie pas que ce soit un rêve inaccessible. L'objectif du Sommet mondial 2017 sur l'hépatite est de transformer la stratégie mondiale de l'OMS en actions concrètes et d'inciter les participants à repartir avec une attitude positive », a-t-il ajouté.

Le Sommet passera en revue les progrès accomplis et renouvellera les engagements pris par les partenaires mondiaux pour parvenir à l'élimination de l'hépatite virale d'ici 2030 - un objectif

reflété dans la stratégie d'élimination de l'OMS et les objectifs de développement durable des Nations unies. Des progrès dans le traitement et la guérison mais des problèmes de financement. De nombreux pays font preuve d'un leadership politique fort en facilitant la réduction spectaculaire des prix des médicaments contre l'hépatite, y compris par l'utilisation de médicaments génériques, qui permettent un meilleur accès à plus de personnes en peu de temps.

Bilal L.

Chaque année dans le monde

Vingt millions de personnes ont besoin des soins palliatifs

Environ 20 millions de personnes nécessiteraient des soins palliatifs chaque année dans le monde et autant en auraient besoin en leur fin de vie, a indiqué mardi le ministre togolais en charge de la Santé, Mijiyawa Moustafa, au premier Colloque international sur les soins palliatifs pédiatriques à Lomé.

Selon le ministre, sur les 20 millions de personnes qui nécessiteraient des soins palliatifs chaque année, on estime que 80% environ vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Les besoins en services de soins palliatifs dans le monde vont continuer d'augmenter, car on note une augmentation de la prévalence des

maladies non transmissibles et du vieillissement de la population partout dans le monde.

Le Colloque international sur les soins palliatifs pédiatriques s'est tenu dans la capitale togolaise autour du thème : « Donner accès aux soins palliatifs aux enfants souffrant de pathologies chroniques en Afrique ».

Le ministre a expliqué que les soins palliatifs sont des soins actifs, délivrés dans une approche holistique à une personne atteinte d'une maladie grave, évolutive ou terminale.

Ces soins, a-t-il précisé, visent non seulement à soulager la douleur, mais aussi à apaiser la souffrance psychologique, sociale, culturelle et

spirituelle des patients et de leurs familles, afin de leur garantir la meilleure qualité de vie possible jusqu'à la mort.

« Les soins palliatifs concernent aussi bien les patients adultes, que les enfants. La particularité des soins palliatifs pédiatriques réside dans la délicatesse de la période de la vie au cours de laquelle survient la pathologie. C'est pourquoi ils doivent être particulièrement bien définis et compris dans leurs différentes étapes (de l'annonce d'une condition potentiellement fatale aux soins palliatifs, aux soins de fin de vie, à la mort et au deuil), par les enfants, leurs familles et les soignants », a-t-il ajouté.

R. S.

Protection civile d'Illizi

Entrée en service de trois postes avancés

■ Trois nouveaux postes avancés sont entrés en service pour renforcer les structures de la Protection civile de la wilaya d'Illizi et faciliter les interventions de ses éléments sur la RN 3, a-t-on appris mardi du directeur de la PC de la wilaya.

Ces postes avancés sont implantés dans les localités de Fadnoute (100 km d'Illizi), Ihrir (commune de Bordj El Haouès) et au quartier Tin Takhma (Djanet), a précisé à l'APS, le lieutenant-colonel Abdelfettah Guessoum.

Ces projets, retenus au titre de différents programmes (budget d'équipement de la wilaya et programme complémentaire de soutien à la croissance) visent à faciliter les interventions des éléments de la Protection civile et réduire leurs déplacements vers divers points de la RN 3, notamment sur son tronçon Illizi-Djanet, a-t-il expliqué.

Trois structures similaires, dont les études sont achevées, sont prévues pour la zone frontalière de Tarat (commune d'Illizi), Hassi Belguebour (commune de Bordj Omar Idriss) et à Bordj El Haouès, selon le même responsable.

Tous ces postes avancés sont appelés à permettre une intervention rapide des éléments de la Protection civile sur la RN 3, tronçon Illizi-Djanet, qui connaît de fréquents accidents en raison de ses nombreux virages dangereux, en plus d'une bonne prise en charge des cas d'urgence, renforçant ainsi le principe d'amélioration continu du service public, a-t-il souligné.

Au plan de la ressource humaine, une vingtaine de nouveaux agents, actuellement en formation à Alger, renforcera le staff de la Protection civile de la wilaya d'Illizi au début de 2018 et contribuera à remédier graduellement au problème de déficit, surtout avec la réception des nouvelles installations, a révélé M. Guessoum.

R. N.

Khenchela

Réception prochaine de quatre établissements de santé

■ Quatre établissements de la santé seront réceptionnés au premier trimestre de l'année 2018 dans la wilaya de Khenchela, a indiqué, mardi à l'APS, le directeur local des équipements publics, Mohamed Benhacine.

Ces projets portent sur la construction dans la commune de Bouhmama d'un hôpital de 60 lits dont le taux d'avancement des travaux a atteint 98%, a précisé le même responsable, soulignant que ce projet a nécessité la mise en place d'un montant financier de 960 millions de dinars. Il s'agit également, selon le même responsable, d'un centre de santé affecté au bénéfice de la commune de Chelia, actuellement en phase de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité alors que le troisième projet en concrétisation au chef lieu de wilaya concerne l'extension de l'hôpital Ahmed-Ben Bella, d'une capacité de 120 lits.

Un investissement estimé à 490 millions de dinars a été alloué à l'extension de cette structure de santé, a-t-il indiqué.

La dernière opération concerne l'extension aussi d'un autre centre de santé sis dans la ville de Khenchela, selon M. Benhacine, précisant que le taux d'avancement de ce projet qui a nécessité un montant de 80 millions de dinars, a atteint 90%.

D'autres projets relevant de ce même secteur en cours de concrétisation seront réceptionnés « avant la fin du premier semestre de l'année prochaine », a-t-on signalé de même source.

L. H.

Plus d'un millier de participants sont attendus

Ouverture du Salon de l'optique et de la lunetterie

■ La 11^{ème} édition du Salon de l'optique et de la lunetterie (Siol) ouvrira ses portes aujourd'hui au Centre international des conférences (CIC) à Alger, ont annoncé mardi ses organisateurs. Plus d'un millier de participants sont attendus à ce salon qui s'étalera sur trois jours, avec l'objectif de constituer un espace d'échanges de nouvelles expériences marquant le développement de l'optique et de la lunetterie. Placé cette année sous le signe de l'optique et la lunetterie « Une filière en pleine mutation », la Siol 2017 devra, ainsi, réunir sur cet espace, en plus des professionnels de la filière optique, les représentants des différentes institutions, les praticiens qui exercent au niveau des CHU, cliniques, cabinets publics et privés, ajoutent les organisateurs.

T. O.



Cité des 10.000 logements à Sidi Abdellah (Alger)

Caravane de sensibilisation au tri sélectif

La caravane de sensibilisation au tri sélectif des déchets ménagers a démarré mardi à partir de la cité des 10.000 logements de Sidi Abdellah avec la participation des enfants des clubs verts relevant de la Ligue de jeunesse pour la préservation de l'environnement (LJPE) de la wilaya d'Alger.



Initiée par les services de la wilaya d'Alger, la caravane a marqué son départ depuis la cité des 10.000 logements à Sidi Abdellah, dans le cadre d'un programme englobant 34 cités à Alger, en vue de sensibiliser le citoyen à l'importance du tri sélectif pour améliorer le cadre de vie de la population et préserver l'environnement, a précisé la présidente de la (LJPE), Samia Boukacem.

Des agents relevant d'établissements de wilaya dont des psychologues, des sociologues, des associations, des ambassadeurs pour l'environnement ainsi que des étudiants ont approché les citoyens et ont distribué des dépliants afin de sensibiliser, en particulier les femmes au foyer, au tri sélectif des déchets ménagers et son importance. Cette opération a touché plusieurs établissements d'éducation, marchés et mosquées afin de lutter contre le déversement anar-

chique de poubelles, de protéger l'environnement et de consolider l'esprit de citoyen, a souligné Mme. Boukacem.

Lors de cette opération de sensibilisation qui durera 50 jours, l'accent a été mis sur la nécessité de mettre les déchets dans des sacs de différentes couleurs, a expliqué la même responsable. La benne et les sacs verts sont réservés aux déchets humides, les jaunes aux déchets recyclables et les transparents pour le pain, a-t-elle indiqué.

La caravane de sensibilisation fera une halte mercredi à la cité Malakoff de Bab El Oued, a-t-elle avancé, faisant savoir qu'une compétition sera organisée pour la sélection de la cité la plus propre d'Alger.

Selon la même responsable, la campagne de sensibilisation vise à sensibiliser le citoyen à l'impératif de ne pas jeter anarchiquement les

déchets ménagers notamment la lutte contre le gaspillage du pain et le respect des horaires de sortie des poubelles entre 19:00 et 22:00, au niveau des lieux réservés à cet effet en vue d'éliminer les points noirs.

La campagne qui sera généralisée ultérieurement dans 5.000 cités de la capitale est le fruit d'efforts consentis par la commission chargée du tri sélectif des déchets dans la wilaya d'Alger, composée d'entreprises telles que Netcom, Extranet, Asrout, les OPGI et l'AADL, en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND), la Direction de la jeunesse et des sports et les associations en charge de l'environnement. Il est temps de généraliser l'utilisation du tri sélectif des déchets vu l'importance qu'il revêt pour la préservation de l'environnement et la valorisation des ressources importantes à travers la transformation de ces déchets en une

richesse, a-t-elle dit, ajoutant que le nombre de points noirs dans la capitale a connu un recul par rapport aux années précédentes.

L'opération a touché mardi les habitants des agglomérations au niveau de la cité des 10.000 logements à Sidi Abdellah à travers la distribution des plis et la présentation d'explications quant à l'utilité du tri sélectif et le respect de la propreté de l'environnement pour que cette expérience soit étendue mercredi au niveau de la cité Malakoff (commune de Bab El Oued) et dans toutes les circonscriptions administratives de la capitale. Coïncidant avec la commémoration du 55ème anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération, la campagne qui vise à répandre les valeurs de la préservation de l'environnement, a suscité la curiosité des citoyens venus participer à cet événement.

Reda A.

Saida

267 ha de forêts et de récoltes endommagés par les feux

Les feux ont endommagé 267 hectares de forêts et de récoltes agricoles dans la wilaya de Saida durant la campagne de lutte contre les incendies, a-t-on appris mardi auprès des services de la protection civile.

Le chargé d'information auprès de la protection civile, le capitaine Taguine Abdelkrim a indiqué lors de la cérémonie de clôture de la campagne (juin à fin octobre) que la wilaya a enregistré, durant cette période, 355 feux ayant provoqué des dégâts à 142 ha de forêts, 93 ha de maquis (broussailles et herbes sèches), 32 ha de récoltes agricoles (orge et blé dur) et 10.775 bottes de foin.

La colonne mobile de lutte contre les feux de forêts qui compte 52 agents de la protection civile a effectué un grand colossal parvenant à circonscrire rapidement les feux de forêts enregistrés lors cette campagne qui a vu la mobilisation de tous les moyens nécessaires dont sept camions, trois autres à citernes, deux autres de transport, une ambulance et un bus de transport d'agents.

Le wali Seif El Islam Louh a insisté, au terme de cette cérémonie de clôture de la campagne de lutte contre les feux de forêts, sur la mobilisation permanente et la fourniture de tous les moyens nécessaires pour protéger les forêts, exhortant les citoyens à préserver les forêts contre toute cause d'incendie.

La superficie boisée dans la wilaya de Saida est estimée à 158.783 ha dont 54152 ha de pin d'Alep, selon les services de la protection civile.

Cette cérémonie, à laquelle ont assisté les autorités locales et des membres de la famille révolutionnaire, a été marquée par des explications sur le plan d'organisation des secours et d'interventions en cas de séisme, d'inondations et de feux de forêts, en plus de la présentation des moyens matériels de la protection civile.

R. K.

Relizane et Tissemsilt Des foyers raccordés au réseau de gaz de ville

Quelque 500 foyers et 360 autres ont été raccordés mardi au réseau de gaz de ville respectivement dans la commune de Sidi Lazreg (Relizane) et celle de Lardjem (Tissemsilt), dans le cadre des festivités célébrant le 63ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale.

A Relizane, cette opération présidée par le wali Nacéra Brahimi entre dans le cadre du quinquennat 2010-2014 assurant le raccordement de plus de 15 communes et villages au réseau de distribution du gaz naturel.

Cette opération a coûté plus de 176 millions DA avec comporte un réseau de distribution long de 7,1 kilomètres et de transport sur 3 km. Les travaux de raccordement au réseau du gaz de ville ont atteint dans la wilaya de Relizane 58 pour cent et devra atteindre 60 pc une fois 600 foyers de Had Chekala raccordés.

A Tissemsilt, le village de Ouled Aicha et la cité de 30 logements ont vu la réalisation de 23 km de réseau de distribution du gaz naturel pour un coût de 30 millions DA au titre de la première tranche du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, selon les explications fournies au wali, Abdelkader Benmessaoud.

Quelque 650 foyers seront raccordés avant la fin de l'année en cours au réseau du gaz de ville au niveau des communes de Lardjem, Maacem et Boukaid. Le wali a mis en service, à cette occasion, un poste avancé de la protection civile au village de Selmana qui compte un effectif de 40 agents et dispose d'un camion et d'une ambulance. Ce poste est chargé de couvrir le chemin de wilaya (CW 77) reliant les wilayas de Tissemsilt et Djelfa. En outre, dans le cadre de la célébration du 1er novembre 1954, des employés des services de la wilaya admis à la retraite ont été honorés.

Bilal L.

Pisciculture à Batna

Session de formation au profit de 65 agriculteurs

Le parc national de Belezma de la wilaya de Batna a abrité, mardi, une session de formation régionale au profit de 65 agriculteurs dans le domaine de la pisciculture issus de plusieurs wilayas du pays, dont Batna, Biskra, El Oued et Alger, a-t-on constaté. Cette session vise, selon Ahmed Bendjedou, directeur de la chambre inter-wilaya de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Sétif, organisatrice de la formation en coordination avec l'institut technologique de la pêche et de l'aquaculture de Collo (Skikda), à intégrer la pisciculture dans le secteur de l'agriculture dans le cadre du programme national élaboré par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche.

L'objectif escompté est l'exploitation des retenues d'eau et les bassins d'irrigation en introduisant un investissement nouveau, la pisciculture en l'occurrence.

Cette formation porte sur l'apprentissage des bases élémentaires de la pisciculture aux agriculteurs en les encourageant à intégrer ce produit nouveau dans leurs fermes, d'autant que la pisciculture possède plusieurs vertus, notamment la fertilisation de l'eau d'irrigation des cultures, a ajouté cette même source. M. Bendjedou a, par ailleurs, affirmé que la pisciculture fait partie des "priorités" du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, essentiellement dans le secteur de la pêche d'autant que, selon lui, la production nationale ne couvre pas les besoins nationaux en la

matière et tend à atteindre 100 000 tonnes grâce à la pisciculture. En marge de cette formation, une session d'apprentissage destinée aux journalistes et correspondants de presse autour du rôle des médias dans l'accompagnement de l'investissement productif dans le domaine de la pisciculture a été également organisée, et ce, afin de leur faire part de la terminologie adéquate utilisée dans cette activité "prometteuse" en Algérie, selon les organisateurs.

A noter que la wilaya de Batna a accueilli au cours des toutes dernières, une session de formation similaire au profit de 29 agriculteurs, dont la majorité active localement, et ce, au niveau du parc national de Belezma.

Riad D.

CONFLITS

Afghanistan

Un adolescent se fait exploser dans la «zone verte» à Kaboul

Un adolescent s'est fait exploser mardi dans la «zone verte» de Kaboul, faisant au moins cinq morts, cinq mois après l'attentat au camion piégé, le pire dans la capitale afghane depuis 2001, qui avait tué au moins 150 personnes.



Cette opération, revendiquée par le groupe Etat islamique sur la messagerie Telegram, est un coup sévère porté à la crédibilité des autorités et du président Ashraf Ghani, sommés par les ambassades de renforcer la sécurité du quartier diplomatique après l'attentat du 31 mai, le pire dans le pays depuis 2001.

Selon le ministère de la Santé, le dernier bilan officiel s'établit à au moins cinq morts et 20 blessés, dont des femmes.

«L'attentat a été perpétré par un kamikaze à pied, âgé de 12 à 13 ans», a déclaré à l'AFP, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najib Danish.

Le garçon, qui avait été initialement annoncé à moto, s'est fait exploser au deuxième barrage de contrôle fermant la «zone verte», qui abrite des institutions inter-

nationales et la plupart des légations occidentales, protégée par de hauts murs de béton.

L'attentat s'est produit vers 16h00 (11h30 GMT), à l'heure de la sortie des bureaux, au milieu des piétons et des cyclistes.

La cible de l'attentat pourrait avoir été le bureau du protocole du ministère de la Défense, selon son porte-parole Dawlat Waziri.

L'air a été aussitôt envahi de poussière et d'une fumée très dense. Civils et policiers se sont rués sur le site pour évacuer les victimes, ont rapporté les photographes de l'AFP.

«J'étais à 100 mètres quand l'explosion s'est produite, j'ai accouru sur place et j'ai vu plusieurs personnes gisant dans leur sang», a confié un témoin à la télévision Tolo, dont les locaux sont adjacents. «C'était horrible».

Deuxième check-point

Le quartier et la route principale y conduisant ont été entièrement bouclés par les forces de l'ordre, alors que de très nombreuses sirènes d'ambulances se précipitent sur place témoignaient de la mobilisation des services de secours.

Selon le général Waziri, le kamikaze «a franchi le premier barrage de contrôle, mais il a été arrêté au deuxième et s'est fait exploser».

«Nous ne savons pas quelle était la cible, mais l'attentat s'est produit à quelques mètres des bureaux du protocole du ministère de la Défense, sans faire de victimes parmi le personnel», a-t-il assuré, sans préciser si les bureaux ont été endommagés.

Une source occidentale proche des lieux a également confirmé cette hypothèse.

Il s'agit du premier atten-

tat à l'intérieur de la zone verte de Kaboul, cinq mois exactement après celui de 31 mai, qui avait fait 150 morts et 400 blessés.

Officiellement, la sécurité a été fortement renforcée en ville depuis cette attaque, en particulier dans ce quartier, à la demande des délégations étrangères qui ont pour plusieurs d'entre elles réduit leur personnel.

De nombreux check-points ont été dressés ainsi que des portiques interdisant le passage des camions.

Mais selon une source de sécurité occidentale, qui affirme l'avoir signalé à plusieurs reprises aux responsables afghans, «ce check-point était de loin le plus laxiste des points d'accès à la zone verte».

Selon un communiqué, le président Ghani a ordonné une enquête minutieuse afin de savoir comment le kamikaze a pu s'infiltrer dans la zone.

«Cette attaque est évidemment problématique, l'enquête devra montrer s'il y a eu, ou non, corruption parmi les forces de sécurité», a estimé Vanda Felbab-Brown, chercheuse de la Brookings Institution à Washington, qui relève aussi «le rythme intense des attaques des taliban et de l'EI ces dernières semaines».

Pour elle, «il est clair qu'ils veulent montrer leur force avant l'hiver».

Il s'agit de la 10^{ème} opération revendiquée par l'EI à Kaboul depuis janvier.

AFP

Palestine

Le gouvernement d'union prend le contrôle des frontières de Ghaza

■ Le gouvernement d'Union palestinien a pris hier le contrôle des points de passage entre la bande de Ghaza et l'Egypte, cédés par le mouvement palestinien Hamas en vertu de l'accord de réconciliation palestinienne. Aux termes de l'accord conclu sous la médiation de l'Egypte, le gouvernement d'union doit prendre d'ici au 1^{er} décembre le contrôle total de Ghaza.

Lors d'une cérémonie mercredi matin avec son homologue du Hamas, Nazmi Mouhanna, principal responsable du gouvernement d'union pour les postes-frontières, a formellement pris le contrôle des points de passage de Rafah avec l'Egypte et de Karam abou Salem.

Les médias ont rapporté de images de drapeaux palestiniens et égyptiens flottant au-dessus du terminal, avec de grandes photos du président palestinien Mahmoud Abbas et de son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi.

A un autre point de contrôle de Ghaza, des médias ont affirmé que des installations du Hamas ont été démantelées.

Le ministre de l'Habitat du gouvernement palestinien a déclaré, lors d'un bref discours, que le Hamas avait cédé le contrôle de toutes les frontières.

«Nous avons commencé aujourd'hui, sous la directive du Premier ministre (palestinien Rami Hamdallah), à exercer nos fonctions en prenant le contrôle de tous les points de passage», a dit Moufid al-Hasayneh.

Le Hamas avait pris le pouvoir par la force dans l'enclave palestinienne en juin 2007.

Le transfert du contrôle des points de passage devait être effectué au plus tard hier et était considéré comme un premier test pour le nouvel accord, après l'échec de multiples tentatives de réconciliation ces 10 dernières années.

«Il n'y a pas de jaune ou de vert. Tout le peuple palestinien (réuni) sous le drapeau palestinien», a affirmé le ministre Hasayneh, faisant allusion aux couleurs des drapeaux des partis politiques rivaux.

L'occupant israélien impose un blocus à la bande de Ghaza depuis une décennie.

L'Egypte a aussi largement fermé sa frontière avec l'enclave palestinienne. Le point de passage de Rafah n'avait pas été rouvert hier malgré le transfert de son contrôle à l'Autorité palestinienne, mais le Hamas espère qu'il le sera dans les prochains jours ou les prochaines semaines. Les deux millions d'habitants de la bande de Ghaza souffrent d'une situation humanitaire qui ne cesse d'empirer, avec seulement quelques heures d'électricité par jour et des pénuries d'eau potable.

Reda A.

Syrie

Des écoliers fauchés par un tir d'obus du régime

Atu moins six écoliers ont été tués mardi par un tir d'obus du régime syrien sur une ville assiégée de la Ghouta orientale, région rebelle à l'est de Damas où les enfants sont déjà frappés de malnutrition et de maladies.

Le régime a bombardé le même jour d'autres villes de la région rebelle, mais le tir sur la ville de Jisrine a donné lieu à des images particulièrement terribles d'enfants ensanglantés et d'autres enveloppés dans des linceuls.

«Un obus tiré par les troupes du régime s'est abattu à l'entrée d'une école dans la ville de Jisrine au moment où les enfants quittaient l'établissement», a indiqué à l'AFP, Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Au total, six enfants ont péri, selon un nouveau bilan fourni par l'Osdh, qui rapporte aussi la mort d'un adulte dans cette attaque.

Un premier bilan faisait état de quatre enfants tués, mais deux écoliers ont succombé à leurs blessures selon l'Osdh. Une source médicale à l'hôpital de Jisrine a évoqué une vingtaine de blessés. Un photographe de l'AFP qui s'est rendu jusqu'à l'établissement a vu les corps d'au moins quatre enfants, des cartables d'écoliers frappés du sigle de l'Unicef et des chaussures d'enfants tachées de sang.

En arrivant à l'hôpital, un homme ayant appris la mort de son fils a commencé à crier, les personnes présentes tentant de le prendre en charge. Un autre homme pleurait devant les corps de deux enfants enveloppés de linceuls blancs, les visages marqués par les blessures.

Plusieurs autres enfants blessés à la tête ou à la jambe étaient assis, hébétés, sur des lits. Parmi eux, un enfant aux jambes sectionnées, tandis qu'un autre

gémissait de douleur au moment de lui bander la jambe.

Des flaques de sang sont visibles dans l'hôpital, mais aussi dans la rue de l'école primaire où le photographe s'est également rendu.

«Je sortais de l'école et j'allais emprunter une ruelle lorsque l'obus est tombé. Il y a eu des morts, des blessés», a raconté à l'AFP, un enfant revenu sur place.

La Ghouta orientale est l'un des derniers fiefs de la rébellion syrienne en lutte contre le régime de Bachar al-Assad depuis six ans. Le 22 juillet, la Russie a annoncé la conclusion d'une trêve avec des groupes rebelles «modérés» dans cette région assiégée, où a été créée une «zone de désescalade».

Mais depuis une semaine, ce secteur connaît une recrudescence des bombardements du régime. En plus de Jisrine, les bombardements ont également touché

la localité de Mesraba, plus au nord, tuant quatre civils dont deux enfants, selon l'Osdh.

Dans une morgue, un vidéaste de l'AFP a vu des secouristes et des jeunes hommes mettant deux cadavres dans des sacs en plastique blancs, ceux d'un père et de son fils.

«Que Dieu se venge des oppresseurs», s'est écrié le frère de l'homme décédé.

Par ailleurs, dans la ville de Harasta, dix personnes, dont cinq enfants, ont été blessées par des obus qui se sont abattus là aussi près d'une école au moment où les élèves s'annoyaient de l'établissement.

Dimanche, 11 civils ont été tués, dont un journaliste local travaillant pour une chaîne de l'opposition.

Près de 400 000 personnes vivent dans la Ghouta orientale, où l'aide humanitaire parvient au compte-goutte en raison du siège

de l'armée. L'escalade intervient d'ailleurs au moment où des cas de malnutrition ont été rapportés dans la Ghouta orientale, l'AFP publiant notamment des photos choc d'enfants squelettiques.

Au moins deux nourrissons sont récemment décédés en raison de malnutrition dans la zone, selon des médecins.

Lundi, des dizaines de camions transportant de l'aide humanitaire pour 40 000 personnes ont pu entrer dans cette zone rebelle.

Autrefois région agricole importante pour la Syrie, la Ghouta orientale est assiégée depuis 2013 par les troupes gouvernementales, après sa prise de contrôle par les rebelles.

Ce siège a provoqué une flambée des prix des produits locaux et de contrebande.

La guerre en Syrie, qui implique de multiples acteurs, a fait plus de 330 000 morts depuis 2011.

AFP



Migrants bloqués en Libye

Moins de 70% d'arrivées depuis l'été en Italie

Amorcé dans l'été, le blocage des migrants en Libye se confirme cet automne: les arrivées en Italie ont baissé de plus de 70% depuis juillet par rapport à 2016, même si les flux sont loin d'être taris.



Selon un dernier bilan de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 150.000 migrants sont arrivés en Europe par la Méditerranée entre janvier et octobre cette année, et au moins 2.826 autres sont morts ou disparus en mer.

Si les arrivées en Espagne ont presque triplé selon l'OIM -- plus de 14.000 cette année contre 5.445 à la même période en 2016 --, celles enregistrées en Italie ont baissé de 30% sur les 10 premiers mois de l'année: 111.000 contre près de 160.000 l'an dernier, selon les statistiques du ministère italien de l'Intérieur.

Jusqu'à fin juin, ces arrivées étaient en hausse de près de 20% fin juin, mais la tendance s'est radicalement inversée à partir de la mi-juillet, essentiellement du fait d'accords controversés avec les autorités, les tribus et -- selon plusieurs sources libyennes que les

autorités italiennes démentent -- certaines milices libyennes.

A la mi-octobre, le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) avait ainsi annoncé la découverte de plus de 14.500 migrants détenus par des trafiquants dans et autour de Sabratha, dans l'ouest du pays.

Enfermés dans des fermes, des maisons et des entrepôts, ils ont décrit "des souffrances et des abus d'une ampleur choquante", avait ajouté le HCR, estimant que 6.000 autres migrants étaient encore probablement détenus dans cette zone.

Au-delà de la reprise en mains de Sabratha, un soutien très concret apporté par l'Union européenne, et en particulier l'Italie, a aussi permis aux gardes-côtes libyens d'intercepter des milliers de migrants cette année, et plus seulement dans les eaux territoriales libyennes.

Ainsi mardi, le navire humanitaire

Aquarius, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières (MSF), envoyé par les gardes-côtes italiens au secours de deux canots en difficulté à plus de 30 milles nautiques des côtes, a vu des gardes-côtes libyens prendre en charge les plus de 200 migrants à bord pour les ramener en Libye.

"Personne ne devrait être renvoyé en Libye", a dénoncé MSF sur Twitter, alors que, faute de contrôle adéquats, les migrants interceptés en mer sont souvent soumis à un nouveau cycle de violences et d'abus.

La forte baisse de l'activité en mer et des menaces des gardes-côtes libyens ont poussé plusieurs ONG à suspendre leurs opérations ces derniers mois, ne laissant plus en mer qu'une poignée de navires humanitaires et quelques bâtiments militaires européens.

Dans ce contexte, l'Organisation maritime internationale (OMI) a tenu lundi à

Londres une conférence sur le défi que les opérations de secours représentent pour les navires commerciaux croisant au large de la Libye et régulièrement mobilisés alors qu'ils ne sont pas équipés.

Selon l'OMI, les navires commerciaux ont été réquisitionnés dans 10% des opérations de secours ces dernières années, à 112 reprises en 2016 et déjà 101 reprises cette année.

"Les gouvernement et l'industrie du transport maritime commercial vont continuer à mener les opérations de secours, mais des alternatives sûres et légales de migration doivent être développées, y compris des migrations sûres et légales par la mer si nécessaire", a déclaré Kitack Lim, secrétaire général de cette agence onusienne.

Pour l'Italie, la baisse des arrivées via la Libye ne règle pas tout: celles depuis la Tunisie ont été multipliées par trois cette année, celles depuis l'Algérie vers la Sardaigne par deux et celles depuis la Turquie vers le sud de la botte italienne ont progressé de 63%.

Et depuis la fermeture de facto des frontières au nord de la péninsule l'année dernière, le pays peine à absorber seul ces nouveaux arrivants qui auparavant poursuivaient leur route: de 84.000 en 2015, les demandeurs d'asile sont passés à 123.000 en 2016 et déjà plus de 106.000 à la fin septembre cette année, tandis que les centres d'accueil sont toujours débordés.

AFP

Union africaine

Appel à une meilleure éducation pour vaincre le chômage des jeunes

■ L'Union africaine (UA) a appelé les pays membres et ses partenaires à développer le secteur de l'éducation et de la formation afin de lutter contre le chômage des jeunes en Afrique.

L'appel a été lancé lors d'une réunion de deux jours sur l'éducation qui a été organisée par le Département des Ressources humaines, des Sciences et de la Technologie de la Commission de l'UA (CUA) en collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et d'autres partenaires.

Cette réunion qui intervient à la veille de la Journée africaine de la Jeunesse, célébrée mercredi 1er novembre, se concentre sur l'éducation de qualité comme un moyen de lutte contre le chômage des jeunes en Afrique.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Agenda 2063, l'UA envisage une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale. Selon le président de la CUA, Moussa Faki Mahamat, la population africaine a atteint plus de 1,2 milliard de personnes en mai 2017, avec un âge moyen de 19,5 ans.

Le continent africain est le deuxième continent le plus peuplé au monde après l'Asie et aussi le continent avec la population jeune la plus économiquement active, il est très important de "transformer cette énorme énergie humaine en un outil de développement dynamique et créatif".

Le chômage sur le continent africain a été évalué actuellement à 31%, selon les derniers chiffres.

R. N.

Kenya

Odinga promet de poursuivre le combat pour une élection transparente

Le leader de l'opposition kényane, Raila Odinga, a promis mardi de ne "pas en rester là" après la "parodie d'élection" du 26 octobre qu'il a boycottée, affirmant vouloir poursuivre le combat pour obtenir une élection libre et transparente dans le pays.

Cet appel à la résistance pacifique et à de nouvelles manifestations intervient au lendemain de la proclamation de la victoire du président sortant, M. Kenyatta, sur le score fleuve de 98,2% des voix, au terme d'un scrutin marqué par une participation historiquement faible.

"On ne peut pas en rester là avec cette élection. Si on le permettait, ce serait une farce intégrale (?) et potentiellement la fin du scrutin électoral comme moyen d'instituer le gouvernement au Kenya", a déclaré M. Odinga, 72 ans.

Cela "détruirait complètement la confiance du peuple dans le vote (...) et les élections deviendraient des rites de couronnement", a-t-il repris, lors d'un discours mesuré et lu sur un ton calme.

M. Odinga n'a pas souhaité préciser s'il saisirait la Cour suprême, comme il l'avait fait avec succès pour le scrutin du 8 août, obtenant l'invalidation - historique sur le continent - de la réélection du président Kenyatta avec 54% des voix.

La loi prévoit un délai de 7 jours à compter de la proclamation du résultat, soit jusqu'au lundi 6 novembre, pour déposer un recours devant la Cour suprême, qui dispose

alors de 14 jours pour statuer.

Le discours de M. Odinga était très attendu dans le pays, plongé depuis trois mois dans une crise politique violente qui a profondément divisé les Kényans et durement affecté l'économie la plus dynamique d'Afrique de l'Est.

Au moins 49 personnes ont été tuées depuis l'élection du 8 août, dont 9 depuis le scrutin de jeudi, pour la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police, dans les bastions de l'opposition.

La coalition d'opposition Nasa "est pour le dialogue", a lancé mardi M. Odinga, trois fois candidat malheureux à la présidence (1997, 2007, 2013).

"Tous les désaccords politiques se règlent par le dialogue", a-t-il dit, avant de nuancer: "Avant d'engager tout dialogue, il faut être au clair sur les différences qui nous conduisent à nous asseoir (autour d'une table) pour les résoudre".

Le vice-président et colistier de M. Kenyatta, William Ruto, - Raila Odinga a qualifié mardi les deux hommes de "mégalo-manes" - a d'ores et déjà écarté toute discussion sur la tenue d'un nouveau scrutin autre que celui de 2022.

De son côté, le président Kenyatta n'a pas exclu lundi de tendre la main à l'opposition, mais pas avant qu'elle ait "épuisé" toutes ses possibilités de recours judiciaires prévus par la Constitution.

Lundi, la Commission électorale avait proclamé la victoire de M. Kenyatta avec

7,483 millions de voix, soit 98,26%, contre 73.228 à M. Odinga (0,96%), signe que son appel au boycottage avait été largement respecté par ses partisans.

"La crise politique actuelle porte sur des élections libres et équitables, la démocratie, le constitutionnalisme et la règle de droit", a insisté M. Odinga, ajoutant que le scrutin de jeudi rendait "vaine la décision historique" de la Cour suprême.

M. Odinga a également annoncé la création d'une "Assemblée du peuple", qui sera composée d'élus mais aussi de représentants de la société civile, de travailleurs, de femmes, de jeunes, de représentants du secteur privé et qui aura "le devoir solennel de restaurer la démocratie" dans le pays.

Il a également promis une "campagne de résistance nationale", qui comprendra notamment "des boycottages économiques, des piquets de grève pacifiques et d'autres formes légitimes de protestation".

Mardi après-midi, après le discours de M. Odinga, la situation était calme dans les bidonvilles de Nairobi et à Kisumu, bastion de l'opposition dans l'Ouest, selon des correspondants de l'AFP.

La crise actuelle et ses violences ont ravivé dans le pays les douloureux souvenirs de 2007/2008, lorsque la présidentielle avait débouché sur les pires violences politico-ethniques de l'histoire du Kenya indépendant (1963), faisant plus de 1.100 morts et 600.000 déplacés.

AFP

Contacts directs et discrets entre les Etats-Unis et la Corée du Nord

Les Etats-Unis poursuivent en coulisses leur dialogue avec la Corée du Nord, apprend-on mardi de source autorisée au département d'Etat, pendant qu'en public, Donald Trump continue à dire que des contacts de ce genre constituent une perte de temps.

Par la voie dite du «canal de New York», le négociateur américain avec la Corée du Nord, Joseph Yun, s'entretient avec des diplomates de la mission nord-coréenne auprès des Nations unies, explique-t-on. Au début de la présidence de Trump, le mandat de Joseph Yun était limité à la libération des Américains détenus en Corée du Nord.

"C'est (désormais) un mandat plus large que cela", dit-on au département d'Etat. Le responsable interrogé n'a toutefois pas voulu dire si la mission de Joseph Yun avait été expressément étendue au programme nucléaire et de missiles nord-coréen.

"Les contacts n'ont pas été du tout limités, tant en fréquence que dans leur contenu", a déclaré le haut responsable interrogé au département d'Etat.

Joseph Yun a notamment dit à ses interlocuteurs nord-coréens de "cesser de tester" des bombes nucléaires et des missiles, indique le haut responsable du département d'Etat.

La Corée du Nord a mené le 3 septembre dernier sa sixième détonation nucléaire, la plus puissante jusqu'à présent, et a mis à feu cette année une série de missiles, et notamment des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) susceptibles, une fois perfectionnés, d'atteindre le territoire des Etats-Unis.



L'éventualité de voir Pyongyang acquérir la capacité de fixer une tête nucléaire sur un missile ICBM a conduit les Etats-Unis à dévoiler en avril dernier la politique dite de "pression et d'engagement maximum" qui n'a toutefois pas eu pour effet jusqu'à présent de dissuader la Corée du Nord.

Le 19 septembre aux Nations unies, Donald Trump a promis à la Corée du Nord la destruction totale si elle menaçait les Etats-Unis ou leurs alliés.

Douze jours plus tard, alors que Rex Tillerson venait de déclarer que Washington s'interrogeait sur l'idée d'une ouverture diplomatique, Donald Trump déclarait sur Twitter que son secrétaire d'Etat "perdait son temps en essayant de négocier avec 'Little Rocket Man'", le surnom que donne le chef de la Maison-

Blanche du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un.

La situation semble tellement tendue que des sénateurs américains de l'opposition démocrate ont présenté mardi une proposition de loi qui, ont-ils expliqué, vise à empêcher le président Trump de lancer de sa propre initiative une première frappe nucléaire contre la Corée du Nord.

Un transfuge nord-coréen de valeur a déclaré mardi à Washington qu'il était favorable à la politique du gouvernement américain de faire pression sur Pyongyang par le biais de sanctions, en association avec des efforts accrus pour faire passer de l'information à la population nord-coréenne. "Je crois fermement à l'utilisation de la manière douce avant d'engager une action militai-

re", a déclaré Thae Yong Ho, qui était chef de mission à l'ambassade de Corée du Nord à Londres avant de faire défection en 2016. Il s'exprimait devant le Center for Strategic and International Studies (CSIS). Le "canal de New-York" est l'un des quelques moyens utilisés par les Etats-Unis pour communiquer avec la Corée du Nord, qui a elle-même fait savoir qu'elle n'avait que peu d'intérêt pour des discussions sérieuses avant d'avoir développé un missile nucléaire capable de toucher le territoire américain.

Le dernier contact de haut niveau entre Joseph Yun et les dirigeants nord-coréens remonte à juin quand il s'est rendu en Corée du Nord pour négocier la libération d'un Américain, Otto Warmbier. Cet étudiant de 22 ans est décédé quelques jours après sa libération.

Trois Américains sont encore détenus en Corée du Nord.

Le décès d'Otto Warmbier a été un facteur dans le refroidissement des contacts entre Washington et Pyongyang vers cette époque mais la cause la plus importante est due à l'accélération des essais menés par la Corée du Nord, dit le responsable du département d'Etat.

"Le point final privilégié n'est pas une guerre mais une certaine forme de règlement diplomatique", souligne ce dernier.

Et ceux qui suggèrent que Washington est en train de soumettre à Pyongyang à l'alternative binaire capituler diplomatiquement sous peine d'action militaire se trompent, a-t-il dit.

La diplomatie, a-t-il ajouté, "n'a pas encore dévoilé tous ses effets".

AFP

Séoul ne développera pas l'arme nucléaire, annonce le président

La Corée du Sud ne développera pas ses propres armements nucléaires en dépit des menaces de Pyongyang, le voisin du Nord qui dispose de l'arme atomique, a annoncé mercredi le président sud-coréen, Moon Jae-In.

"Les efforts de la Corée du Nord pour devenir un Etat nucléaire ne peuvent être acceptés ou tolérés", a déclaré le président dans un discours au Parlement.

"Nous n'allons pas développer ou posséder (des armes) nucléaires", a-t-il également souligné.

Pyongyang a mené en septembre son sixième essai nucléaire, le plus puissant à ce jour. Le Nord a également tiré des missiles susceptibles en apparence d'atteindre une bonne partie du continent américain, faisant naître des craintes à Séoul quant à la solidité de son alliance avec Washington.

Les médias sud-coréens et l'opposition ont réclamé le redéploiement des armes nucléaires tactiques américaines qui avaient été retirées de la péninsule dans les années 1990.

Equilibre de la terreur ?

Certains estiment qu'en cas de refus de Washington, - et le ministre américain de la Défense Jim Mattis a émis des doutes sur cette idée lors d'une visite le weekend dernier -, Séoul doit se doter de ses propres capacités nucléaires. Il s'agit à leurs yeux d'assurer un "équilibre de la terreur" sur la péninsule.

Mais le président Moon a souligné que la politique sud-coréenne en la matière serait "basée sur la déclaration conjointe de dénucléarisation de la péninsule coréenne procla-

mée par les deux Corées" en 1992.

Les deux Etats rivaux avaient alors convenu de s'abstenir de développer un arsenal nucléaire. Deux ans après, Pyongyang concluait avec Washington un accord sur la dénucléarisation en échange d'une aide.

Mais cet accord avait volé en éclats en 2002 lorsque Pyongyang avait abandonné la non-prolifération et repris son programme d'armements nucléaires.

Le Nord a mené son premier essai atomique en 2006. Et il a fait des progrès considérables depuis l'arrivée au pouvoir de son dirigeant actuel, Kim Jong-Un, qui a supervisé quatre tests nucléaires et de multiples tirs de missiles.

La Corée du Nord qualifie son arsenal nucléaire "d'épée chérie", susceptible de la protéger d'une invasion potentielle par son "ennemi impérialiste", les Etats-Unis. Ce qui ne l'a pas empêchée de menacer de tirer des missiles à proximité de l'île de Guam, avant-poste stratégique de Washington dans le Pacifique.

Tragédies de l'Histoire

Ces derniers mois, Kim Jong-Un et le président américain Donald Trump ont également échangé des insultes personnelles, ravivant les craintes de conflit sur la péninsule, où la guerre de 1950-53 avait fait des millions de morts.

Le chef de la Maison-Blanche a menacé de déchaîner le "feu et la colère" sur Pyongyang, évoquant le "calme avant la tempête".

Mais le président sud-coréen a martelé qu'il ne pourrait y avoir d'opération militaire américaine sans le consentement de Séoul. Les Sud-Coréens doivent "déterminer eux-mêmes l'avenir de (leur) nation".

"Il ne doit pas y avoir d'action militaire sur la péninsule sans notre accord préalable", a-t-il lancé.

"Nous n'allons pas reproduire les tragédies de l'Histoire, comme la colonisation ou la division, au cours desquelles le sort de notre nation a été déterminé sans égard pour notre volonté".

Le Japon a colonisé la péninsule entre 1910 et 1945. Après la reddition de Tokyo à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée s'est retrouvée divisée entre deux zones d'occupation par Moscou et Washington.

Certains conseillers de M. Trump reconnaissent eux-mêmes que les options militaires de Washington sont limitées car un conflit sur la péninsule ferait un très grand nombre de victimes. Séoul compte 10 millions d'habitants et n'est située qu'à une cinquantaine de kilomètres de la frontière, à portée de l'artillerie nord-coréenne.

Le cabinet américain Nautilus a estimé que 65.000 Sud-Coréens seraient tués dans la seule capitale au premier jour d'une attaque conventionnelle nord-coréenne.

M. Trump doit effectuer prochainement sa première tournée en Asie qui le conduira au Japon, en Corée du Sud, en Chine, au Vietnam et aux Philippines. Tous les regards seront braqués sur son message pour Pyongyang.

AFP

Face aux inculpations dans l'enquête russe

La rhétorique des «fake news» s'essouffle

Après les poursuites judiciaires engagées contre trois de ses anciens conseillers, Donald Trump ne peut plus prétendre aussi facilement que les soupçons de collusion entre son équipe de campagne et la Russie, lors de son élection en 2016, sont une invention des médias.



Le président américain a réagi mardi, alors que tout Washington retenait son souffle après l'annonce qu'un de ses anciens conseillers en politique étrangère, George Papadopoulos, avait menti à la police fédérale (FBI): "Les "Fake News" font des heures supplémentaires!"

Ce tweet est particulièrement représentatif de sa façon de répondre aux attaques: nier et essayer de détourner l'attention. Quand il n'était encore qu'un magnat de l'immobilier, le procédé était déjà le même.

Mais George Papadopoulos a admis avoir rencontré des Russes pour obtenir des informations compromettantes sur Hillary Clinton. Il a plaidé coupable d'avoir menti au FBI sur ces contacts et collabore avec les enquêteurs.

Oublions les complots du Kremlin, rétorque en général le président quand il est interrogé sur ce sujet. Accusant souvent au passage les démocrates de ne pas accepter leur défaite de 2016, les journalistes d'avoir un parti pris et les arcanes de Washington de ralentir son action.

S'il reste évasif dans ses réponses, la Maison Blanche a néanmoins été forcée de passer du déni à l'endiguement.

M. Papadopoulos était un "bénévole", a déclaré lundi la porte-parole de l'exécutif, Sarah Huckabee Sanders, tentant de minimiser son rôle dans l'équipe des conseillers en politique étrangère de Donald Trump.

Ses contacts avec le Kremlin, ou des personnes proches, n'ont pas été autorisés par Donald Trump ni par son équipe, a-t-elle insisté.

Premier sujet de discussion

C'est ce que tenteront de déterminer les enquêteurs, qui savent déjà que le fils aîné du président, Donald Trump Jr, a écrit dans une série de courriels qu'il a rendue publique qu'il "adorerait" obtenir auprès des Russes des "informations compromettantes" pour la candidate démocrate Hillary Clinton.

"Pour résumer, M. Trump comptait dans son équipe de campagne au moins une personne, et peut-être deux, qui a travaillé activement avec des gouvernements étrangers antagonistes et a cherché à cacher ce fait aux enquêteurs, ce qui est illégal", ont écrit Susan Hennessey et Benjamin Wittes sur leur blog Lawfare, spécialisé dans les questions de sécurité nationale.

Le procureur spécial Robert Mueller, chargé de l'enquête fédérale en mai après le limogeage surprise du patron du FBI James Comey, a inculpé lundi l'ancien directeur de campagne de M. Trump, Paul Manafort, et son associé Richard Gates. Ils ont plaidé non coupable à 12 chefs d'accusation, parmi lesquels complot contre les Etats-Unis, blanchiment, fausses déclarations.

"La publication de ces documents devrait, même si cela ne

sera certainement pas le cas, mettre fin aux suggestions selon lesquelles il n'y a eu aucune collusion entre la campagne de Trump et le gouvernement russe", ont ajouté Mme Hennessey et M. Wittes.

Si l'enquête de M. Mueller est laissée libre de suivre son cours, la rhétorique de M. Trump pourrait ne plus suffire pour affronter les réalités politiques et judiciaires.

De hauts responsables de l'administration, qui passent leurs journées à faire de la gestion de crise, ont embauché des avocats, craignant que leurs collègues, actuels ou anciens, ne soient des informateurs pour les enquêteurs.

"Nous espérons que tout cela sera vite conclu", a résumé John Kelly, secrétaire général de la Maison-Blanche, lors d'un entretien lundi sur Fox News.

"Cela distrait le président, comme cela le ferait pour chaque citoyen", a-t-il admis, au sujet de l'enquête fédérale sur l'affaire russe dont les rebondissements sont "généralement" la première chose dont les deux hommes parlent le matin, a indiqué M. Kelly.

Rares sont les élus républicains à s'être manifestés pour soutenir - ou critiquer - l'occupant de la Maison-Blanche depuis lundi. La cote de popularité du 45e président des Etats-Unis reste en berne à 33%, selon un récent sondage.

AFP

L'Australie appelle les réfugiés apeurés à quitter un camp controversé

L'Australie a appelé mercredi des centaines de réfugiés apeurés à quitter un camp de rétention controversé sur une île de Papouasie-Nouvelle-Guinée, où les conditions de vie se dégradaient dans un climat de tensions.

La justice de Papouasie a jugé l'an dernier anticonstitutionnelle la détention de réfugiés sur l'île de Manus et Canberra avait accepté de fermer le camp, où se trouvent plus de 600 hommes, avant la fin octobre.

Les autorités locales devaient prendre le contrôle du camp mardi. Les réfugiés ont été priés de se rendre dans trois centres de «transition» dans la localité voisine de Lorengau.

Mais bon nombre d'entre eux se sont barricadés sur le site, craignant pour leur sécurité dans un climat d'hostilité émanant de certains habitants.

La semaine dernière, Human Right Watch avait tiré la sonnette d'alarme, déclarant que des réfugiés avaient été «poignardés, battus et volés» à l'approche de la date-butoir pour la fermeture prévue des lieux.

Le personnel du camp a quitté le site mardi. L'eau, l'électricité et les vivres ont été coupées, selon les défenseurs des droits des migrants. Des médias ont fait état de pillages.

Le réfugié iranien Behrouz Boochani, qui a introduit un recours devant la Cour suprême de Papouasie pour tenter d'empêcher la fermeture du camp, a déclaré sur Twitter que tout le monde avait peur après une nuit sans sommeil.

«Il n'y a ni eau, ni électricité, ni vivres. Même les toilettes ne fonctionnent pas», a-t-il déclaré. «Les gens se rassemblent dans le stress. A tout moment, nous nous attendons à être attaqués».

Canberra mène une politique extrêmement dure vis-à-vis des migrants qui tentent de gagner ses côtes, en les reléguant dans des camps sur Manus ou dans le micro-Etat insulaire de Nauru.

L'Australie justifie sa politique au nom de la lutte contre les gangs de passeurs et de la nécessité de dissuader les migrants - dont bon nombre viennent d'Iran, d'Irak, de Somalie ou d'Afghanistan - de tenter la périlleuse traversée vers ses rivages.

Abus des droits de l'Homme

Elle n'accepte aucun boat-people sur son sol, même ceux qui remplissent les critères du droit d'asile.

Canberra propose aux réfugiés de tenter de s'installer définitivement en Papouasie, d'être transférés vers le centre de rétention de Nauru, d'être relocalisés dans un pays tiers comme le Cambodge ou de rentrer dans leur pays.

L'Australie avait aussi trouvé un accord avec l'administration Obama pour que certains soient accueillis aux Etats-Unis. Mais seuls 54 à ce stade ont été officiellement acceptés, dont seulement 24 ont déjà été accueillis.

Le sénateur vert australien Nick McKim, présent sur Manus, a déclaré que les centres de «transition» n'était pas prêts, ce qui lui a valu une réponse virulente du ministre de l'Intérieur, Peter Dutton.

Celui-ci a accusé le sénateur de répandre des fausses informations, ce à quoi M. McKim a rétorqué en accusant M. Dutton d'être un «violateur des droits de l'homme en série». «C'est moi qui suis en fait sur place», a-t-il déclaré au groupe de médias ABC. «Je suis prêt à mettre en jeu ma crédibilité politique à tout moment contre la crédibilité d'un monstre comme Peter Dutton».

La veille, M. Dutton avait répété que les réfugiés n'étaient pas les bienvenus en Australie: «Ces gens ont tenté de contourner les lois australiennes en payant des passeurs pour entrer illégalement en Australie par bateau. Aucun d'entre eux ne sera jamais relocalisé ici».

La ministre australienne des Affaires étrangères, Julie Bishop, a appelé les réfugiés de Manus à partir, disant que cela n'avait «aucun sens» de rester.

«Les lieux d'accueil alternatifs offrent tous les services essentiels, y compris l'eau, l'électricité, l'alimentation et les fournitures médicales», a-t-elle dit sur Sky News.

Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée est «chargé de la loi, de l'ordre et de la sécurité et je pense qu'ils ont la situation en main», a-t-elle ajouté. Le ministre de l'Immigration de Papouasie, Petrus Thomas, a tenu à rassurer ceux qui craignent que les réfugiés refusant de partir seraient évacués par la contrainte.

«Nous n'allons pas déloger les réfugiés par la force, il va y avoir un mouvement volontaire», avait-il déclaré mardi au journal Post-Courier.

AFP



Etats-Unis

Huit morts dans le premier attentat meurtrier à New York depuis 2001

Le chauffeur d'une camionnette a fauché des cyclistes et des passants mardi à Manhattan, faisant huit morts dont six étrangers et 11 blessés, dans le premier attentat meurtrier à New York depuis 2001.

Parmi les huit personnes décédées figurent cinq Argentins et une Belge, ont indiqué Buenos Aires et Bruxelles.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a qualifié cette attaque, survenue le jour de la fête d'Halloween, d'"acte lâche de terrorisme", sans parler de jihadisme.

Le président américain Donald Trump a évoqué sans attendre l'organisation Etat islamique (EI) et a ordonné un renforcement du contrôle des étrangers souhaitant entrer aux Etats-Unis.

"Etre politiquement correct, c'est bien mais pas pour ça", a tweeté le président.

"Nous ne devons pas permettre à l'EI de revenir ou d'entrer dans notre pays après les avoir vaincus au Moyen-Orient et ailleurs. Assez!", a déclaré M. Trump sur Twitter.

Plusieurs médias ont indiqué que le chauffeur de la camionnette, un Ouzbek arrivé aux Etats-Unis en 2010, avait crié "Allah Akhbar" ("Dieu est grand") en sortant de son véhicule.

Si la piste jihadiste était avérée, ce serait la première fois que Donald Trump est confronté à un attentat de ce genre d'une telle gravité depuis son arrivée à la Maison Blanche.

"C'est une journée très difficile pour New York", a déclaré M. de Blasio sur les lieux de l'attaque, au sud-ouest de Manhattan, non loin du mémorial érigé en mémoire des victimes du 11-Septembre.

Le maire démocrate, qui joue sa réélection dimanche, a demandé aux New-Yorkais



d'être particulièrement vigilants et de signaler toute anomalie.

Une cible depuis 2001

"Nous savons depuis septembre 2001 que nous sommes une cible" mais "nous allons vivre nos vies et n'allons pas laisser le terrorisme l'emporter", a déclaré Andrew Cuomo, gouverneur démocrate de l'Etat de New York. Il a annoncé des mesures de police renforcées dans la très touristique capitale financière américaine. La police a appelé toute personne détenant photos ou vidéos de l'attaque à les lui transmettre.

Le One World Trade Center, gratte-ciel érigé sur le site des tours jumelles détruites le 11 septembre 2001, devait être illuminé toute la nuit en rouge-blanc-bleu, en honneur de "la liberté et de la démocratie." Et sur les réseaux sociaux, beaucoup se promettaient de ne pas céder face au terrorisme sous le mot-clef #NYCstrong (New York fort). Les pompiers ont fait état de 11 blessés hospitalisés, dans un état "sérieux" mais pas critique. Trois Belges figurent parmi les blessés, a indiqué Bruxelles. Les cinq Argentins qui ont été tués étaient originaires de la ville de Rosario et "formaient un groupe d'amis qui fêtaient le 30e anniversaire de la fin de leurs études à l'Ecole polytechnique de cette ville", a

indiqué à Buenos Aires le ministre des Affaires étrangères. Un autre Argentin qui faisait partie du groupe a été blessé lors de l'attentat. Le président argentin Mauricio Macri s'est déclaré "profondément affecté". "Nous renouvelons notre appel à la paix, afin d'en finir avec ces horreurs", a-t-il dit. La Belge tuée, originaire de Roulers, dans les Flandres, visitait New York en compagnie de sa soeur et de sa mère, a indiqué le chef de la diplomatie belge Didier Reynders. L'identité du suspect n'a pas été diffusée par les autorités. La police a simplement indiqué qu'il avait 29 ans et qu'elle ne recherchait pas d'autre suspect.

Suspect blessé et opéré

Selon plusieurs médias américains, il s'agirait de Sayfullo Saipov, un Ouzbek habitant dans le New Jersey, où la camionnette avait été louée. Il disposait d'un titre de séjour permanent, la "carte verte", et travaillait comme chauffeur pour Uber, selon le New York Times, qui précise qu'il avait déjà "été sous le radar" de la police. La police a indiqué qu'il avait été touché par balle au ventre et hospitalisé. Selon plusieurs médias, il aurait été opéré dans la soirée et son pronostic vital ne serait pas engagé. Plusieurs dirigeants européens, à commencer par le Français

Emmanuel Macron et la Britannique Theresa May, ont manifesté leur solidarité. L'attaque a eu lieu juste après 15H00 locales (19H00 GMT) le long de la rivière Hudson, où se pressaient de nombreux cyclistes et passants, par une belle journée ensoleillée, en cette période de la Toussaint où New York accueille toujours beaucoup de touristes.

Défilé d'Halloween

Beaucoup étaient déjà déguisés pour fêter Halloween et participer au grand défilé costumé qui se tient chaque année à Greenwich Village. Défilé qui a eu lieu plus tard comme prévu, mais avec des mesures de sécurité renforcées.

La camionnette a foncé sur la piste cyclable et le couloir de promenade qui longent la rivière Hudson, vers le sud, sur près d'un kilomètre, renversant cyclistes et passants, avant de percuter un autobus de ramassage scolaire et d'être obligée de s'arrêter, a indiqué le chef de la police, James O'Neill.

Le chauffeur est alors sorti de son véhicule, armé d'un fusil à air comprimé et d'un fusil de paint-ball. Les policiers ont tiré sur lui et l'ont appréhendé.

New York a connu plusieurs alertes terroristes depuis 2001, mais aucune n'avait fait de mort.

AFP

Equateur

Le président Lenin Moreno évincé de son parti

■ Le président équatorien, Lenin Moreno, a été évincé mardi de ses fonctions au sein de son parti Alliance Pais (AP), ce qui aggrave la crise politique dans le pays.

"Lenin Moreno (...) perd immédiatement ses fonctions de président" du parti, a annoncé un communiqué de la direction nationale d'Alliance Pais (AP - Patria Altiva i Soberana: Patrie altière et souveraine, l'acronyme jouant sur le mot "pays" en espagnol).

Le parti au pouvoir demande à l'ancien président équatorien Rafael Correa (2007-2017) d'accompagner son processus de "restructuration". Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Moreno, le 24 mai, le parti AP est déchiré entre ses partisans et ceux de M. Correa.

AP accuse notamment l'actuel chef de l'Etat de gouverner en mettant en oeuvre le programme de l'opposition et de "porter atteinte à l'unité" du pays.

L'AP, au pouvoir depuis 2007, a nommé l'ancien ministre des Affaires étrangères Ricardo Patiño, une des figures du parti, à la place de Lenin Moreno.

"Aujourd'hui, nous avons adopté une décision courageuse (...). Le président de la République est arrivé à la tête de l'Etat avec plus de 50% des votes, il n'est pas arrivé au pouvoir avec le programme de l'opposition mais il applique le programme de l'opposition", a affirmé M. Patiño.

Le différent entre MM. Moreno et Correa, qui se traduit régulièrement par des échanges de reproches et d'insultes sur les réseaux sociaux, s'est aggravé au fil des mois.

M. Moreno a notamment critiqué la gestion de son prédécesseur, dont il a été le vice-président de 2007 à 2013.

L'annonce, début octobre, par M. Moreno, d'une consultation populaire pour supprimer une disposition qui autorise à se présenter à un nombre illimité d'élections, a marqué la rupture définitive entre les deux hommes.

Cette disposition, introduite par M. Correa, avait pour objectif, selon certains, de permettre le retour au pouvoir de ce dernier en 2021.

Cette crise politique a également pour toile de fond les accusations de corruption qui ont conduit au placement en détention, début octobre, du vice-président Jorge Glas. Jorge Glas, allié de M. Correa, est soupçonné d'être impliqué dans une affaire de corruption liée au géant brésilien du bâtiment Odebrecht.

AFP

Conflits

L'ONU exhorte à préserver les écoles

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exhorté les "parties à tout conflit armé à respecter le caractère civil des écoles", dans une déclaration adoptée lors d'une réunion consacrée aux enfants dans les guerres.

Dans ce texte, "le Conseil se déclare profondément préoccupé par l'utilisation d'écoles à des fins militaires en violation du droit international". Une "telle utilisation peut en faire des objectifs légitimes d'attaque, mettant ainsi en danger la sécurité des enfants et des enseignants", ajoute la déclaration.

Dénoncée dans un récent rapport annuel du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, l'Arabie saoudite s'était défendue

en expliquant qu'au Yémen une école qui devenait un dépôt d'armes ne pouvait plus être qualifiée d'établissement scolaire.

Les Etats membres doivent prendre "des mesures concrètes pour dissuader les forces armées et les groupes armés non étatiques d'utiliser les écoles en violation du droit international", indique la déclaration de l'ONU. Toute attaque contre des écoles doit faire l'objet "d'enquêtes et que les responsables soient poursuivis" en justice, réclame aussi le Conseil de sécurité.

Il demande d'autre part "aux équipes spéciales de pays des Nations unies de suivre de plus près l'utilisation d'écoles à des fins militaires et de développer la communication d'informations à ce sujet".

"Les enfants sont désormais les cibles et les outils de la terreur", a noté lors de la réunion du Conseil le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian.

"Ils subissent de plein fouet les conflits asymétriques qui caractérisent notre époque", a-t-il ajouté, en déplorant que "230 millions d'enfants vivent encore dans des pays ou des zones qui connaissent des conflits armés". "Sur ces théâtres de crise ils continuent d'être recrutés, séparés de leurs familles, privés d'éducation, de soins, de liberté", a dénoncé le ministre.

Mardi, le chef de la diplomatie française a par ailleurs lancé une initiative politique avec le concours d'une dizaine de pays pour protéger les personnels médicaux en zones

de conflit. Les attaques contre ces personnels ont provoqué en 2016 la mort de 372 personnes, dont les deux tiers en Syrie.

Douze pays ont signé une déclaration proposée par la France et ouverte à tous les membres des Nations unies, comportant des mesures concrètes afin de renforcer la protection des personnels médicaux dans les zones de conflit. Parmi ces mesures figurent l'engagement à enquêter sur tout événement affectant dans des conflits des personnels médicaux et à prévoir dans les procédures militaires la prise en compte de la nécessité de protéger les blessés, les malades et le personnel médical, selon le Quai d'Orsay.

AFP

Salon international du livre d'Alger

La présence des auteurs fédère l'essentiel des visiteurs

Les rencontres avec les auteurs présents au 22^e Salon du livre continuent d'attirer de plus en plus de lecteurs, alors que l'affluence à cette grande manifestation culturelle qui réunit pas moins d'un millier d'éditeurs semble, à mi-chemin, marquer le pas, notent les observateurs.



Les stands des éditeurs qui ont programmé des ventes-dédicaces ne désespèrent pas depuis l'ouverture du Salon au public, jeudi dernier. Ces séances qui connaissent un succès grandissant d'année en année permettent aux lecteurs de rencontrer leurs auteurs préférés, se transformant souvent en de longs débats sur leurs oeuvres.

Trois jours durant, le stand des éditions Enag a vu se former de grandes interminables chaînes devant le stand accueillant le romancier Waciny Laredj, venu signer son dernier ouvrage. Parmi les admirateurs du romancier rencontrés au Salon du livre, nombreux sont ceux qui ont fait le déplacement de villes de l'intérieur pour se faire dédicacer le dernier roman de l'auteur, dont la sortie coïncide avec Sila.

Très attendu comme chaque édition, le romancier Amine Zaoui a également présenté son dernier ouvrage, alors que le stand de Barzakh, son éditeur, n'a pu contenir le public, nombreux, venu à la rencontre de Kaouthar Adimi, la jeune romancière présente pour la dédicace de son dernier roman, également publié chez l'éditeur algérois.

D'autres auteurs, à l'image de Amina Chikh, Lynda Chouiten, Lezhari Labter, le dessinateur Slim et Nouredine Saâdi, parmi d'autres étaient eux aussi au rendez-vous avec leurs lecteurs.

Au plan de l'édition, une nette progression de la production littéraire en arabe et en français est constatée chez la majorité des éditeurs algériens, avec la participation remarquable de jeunes auteurs présentant leurs premiers romans.

Cette édition a également révélé un engouement particulier pour le livre en langue anglaise proposé par des maisons d'éditions britanniques ou libanaises, notent encore les observateurs qui s'étonnent du nombre, relativement élevé de jeunes lecteurs qui se sont rués, dès les premiers jours du Salon, sur les classiques et autres sagas dans cette langue, parmi les oeuvres littéraires adaptées au cinéma, particulièrement.

Communication insuffisante

Six jours après son ouverture, le public habituel semble boudier le Sila. Avec 50 000 visiteurs par jour en moyenne, selon les organisateurs, le Sila est loin de connaître l'affluence des grands jours et les chiffres sont en deçà de la fréquentation des précédents Salons à pareille

date, lâchent-ils quelque peu déçus.

Pour être dans l'air du temps, les organisateurs proposent, pour la première fois dans l'histoire du Sila, une application mobile permettant à l'utilisateur d'avoir des informations utiles pour repérer les différents stands, trouver rapidement un ouvrage ou s'informer sur les rendez-vous programmés.

L'information sur les différentes activités prévues est aussi accessible pour le visiteur, grâce au site Internet du Sila, mais l'organisateur a abandonné plusieurs autres supports de communication.

Aussi, les affiches sur les lieux habituels de communication, y compris dans l'enceinte du Palais des expositions, ont-elles disparues du paysage et l'échange sur les réseaux sociaux abandonné. Même la radio du Sila, un moyen d'information, qui a pourtant prouvé son efficacité en diffusant le programme des stands en continu, a été supprimée. La gazette du Sila, téléchargeable sur le site Internet n'est plus distribuée au public dans sa version papier et les moyens de transport en commun, eux, n'ont pas été non plus mis à contribution, contrairement aux éditions passées.

Les médias étrangers, habituellement présents au Sila, manquent à l'appel de cette 22^{ème} édition, relèvent, par ailleurs, les observateurs qui attendent de confirmer si l'engouement pour la littérature et les auteurs algériens est réellement annonciateur d'un éveil de l'Algérien à la lecture. Une question difficile, en l'absence d'études et de données sur le lectorat. Le 22^e Sila se poursuit jusqu'au 5 novembre, avec au programme, un colloque international de trois jours sur Mouloud Mammeri.

R. N.

Le coût des intrants a entraîné une hausse du prix du livre

Des éditeurs présents au 22^e Salon international du livre d'Alger (Sila) ont affirmé, mardi, que la majoration du prix du livre était directement liée à l'augmentation du coût des intrants, importés en monnaie étrangère et à la dévaluation du dinar algérien intervenue en 2017. S'exprimant sur la Chaîne III de la Radio algérienne, le DG des éditions Chihab a justifié le prix du livre, relevé de 25 à 30% cette année par le surcoût des matériaux et équipements entrant dans la fabrication du livre.

Accentué par les variations du taux de change du dinar algérien, ces surcoûts ont affecté toute la chaîne du livre, imprimeurs, libraires et distributeurs, qui de plus subissent les contrecoups de la hausse du prix du carburant, a ajouté Azzedine Guerfi, à la

tête d'une des plus anciennes maisons d'édition. Exprimant ses craintes sur l'avenir du Sila, le responsable des éditions Casbah a noté que les ventes», depuis 2015.

Selon lui, cette baisse notable des ventes s'explique aussi par le manque d'intérêt porté à la lecture et au livre. Devant cette situation qui porte «préjudice à tous les acteurs du livre», Guerfi en appelle aux pouvoirs publics qui, dit-il doivent hâter la mise en place de «mécanismes pérennes» pour sauver ce secteur et lui permettre de s'ériger en véritable industrie du livre, a-t-il ajouté.

Parmi les solutions, l'éditeur plaide pour des aides publiques directes, sous forme d'achat de livres par les communes pour doter les quelque 1 500 bibliothèques dissé-

minées à travers l'Algérie et l'acquisition, «obligatoire», par les écoliers et lycéens d'ouvrages inscrits en parallèle des programmes scolaires annuels. Cette aide indirecte à l'édition viendrait, a-t-il argumenté, en appui à la politique d'encouragement à la lecture en milieu scolaire, décidée par l'Education nationale, un secteur qui compte 8 millions d'élèves. Pointant du doigt, l'absence des textes d'application des mesures fiscales relatives à l'exemption de la taxe pour le papier destiné à l'industrie du livre, le responsable des éditions Casbah, Smaïl Ameziane, estime que de tels obstacles, qualifiés de «bureaucratiques», constituaient un des principaux freins à l'exportation du livre édité en Algérie.

Bilal L.

10^{ème} édition du Festival national du hawzi

L'association Gharnata donne le coup d'envoi

■ L'association Gharnata a donné, mardi soir, au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tlemcen, le coup d'envoi de la 10^{ème} édition du Festival national de musique hawzi qu'organise la capitale des Zianides jusqu'au 5 novembre prochain.

Ouverte officiellement par les autorités locales, cette manifestation a débuté par l'interprétation des meilleures pièces musicales du genre hawzi par cet ensemble musical, considéré comme l'un des plus anciens de la wilaya de Tlemcen.

Cette association artistique et musicale, fondée en avril 1964, active sur le champ de la musique andalouse et de ses surgesons populaires. Elle se consacre, également, à la formation sur trois paliers élémentaire, moyen et supérieur. Elle a participé à plusieurs Festivals nationaux et internationaux, à l'instar de celui organisé en 1989 par la ville espagnole de Grenade dans le cadre du jumelage de cette cité emblématique et la ville de Tlemcen, ou bien encore à Estampes, Paris.

Cette première soirée a été animée, également, par l'association culturelle El Andaloussia de Sidi Bel Abbès, représentante de l'école de Tlemcen et qui a vu le jour, le 26 décembre 1992, à l'initiative d'éminents musiciens dont son président Nesreddine Benkalafate.

Cette association vise, entre autres objectifs, la formation de jeunes musiciens, l'enrichissement du paysage artistique local et la promotion de la musique andalouse sur le plan national et international. 12 autres associations musicales nationales prendront part à cet événement prévu, initialement, en juillet dernier, rappelle-t-on, auprès du commissariat du festival. Il s'agit, notamment de l'association Ahab Cheikh Larbi Bensari de Tlemcen, Ahab Cheikh Mustapha Belkhdja d'Oran, et Ahab Cheikh Redouane Bensari de Sidi Bel Abbès, aux côtés d'autres associations de Mascara et d'Alger en plus de l'orchestre andalou de Paris qui prendra part à ce festival en tant qu'invité d'honneur. Outre les représentations musicales, le programme de cette 10^{ème} édition comprend également la tenue d'une rencontre thématique sur ce genre musical andalou, trois master Class en hawzi, des concours en composition musicale sur instruments utilisés dont le violon, le luth et la derbouka ainsi que des cours sur les nouvelles techniques dans ce genre musical au profit des jeunes activant dans des associations. Les organisateurs ont prévu des expositions sur la nouba andalouse, mettant en exergue l'histoire des trois écoles de musique andalouse nationales de Tlemcen, Alger et Constantine, les instruments de musique anciens, des costumes traditionnels d'orchestres andalous. Enfin, une autre exposition de photos, de documents et de publications retracera les neuf éditions de ce festival. L'Orchestre régional de la musique andalouse de Tlemcen animera la soirée de clôture qui sera marquée par la participation de six artistes du genre hawzi, dont Nesrine Ghenim, Meriem Benallal et Karim Boughazi.

Bilal L.

«De loin je suis venue et je dois aller loin»

Assia Djébar



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

«Quand il est dur d'avancer, ce sont les durs qui avancent».

John Fitzgerald Kennedy

ACTU-FEMMES



Quand l'élection de Miss Pérou devient une tribune contre les violences faites aux femmes

En août 2016, des dizaines de milliers de femmes péruviennes descendaient dans la rue pour dénoncer les violences dont elles étaient victimes au quotidien. Plus d'un an plus tard, la lutte s'est poursuivie sur la scène de l'élection de Miss Pérou, dimanche 29 octobre. Les 23 candidates ont, tour à tour, pris la parole comme le veut la tradition. Mais au lieu de décrire leurs mensurations, elles ont annoncé des chiffres accablants illustrant les violences quotidiennes que les Péruviennes subissent.

Chaque discours était un cri d'alarme. Camila Canicoba, la première à s'exprimer, a avancé le chiffre de 2 202 cas de «féminicides» sur les neuf dernières années dans le pays. Samantha Batallanos a ensuite déclaré au micro qu'une «fille meurt toutes les 10 minutes à cause de l'exploitation sexuelle». Juana Acevedo a, elle, rappelé que «plus de 70% des femmes du pays sont victimes d'harcèlement dans la rue». La gagnante, Romina Lozano, a dénoncé les 3 114 femmes victimes du trafic d'êtres humains depuis 2014.

La séquence s'est terminée avec le message du présentateur : «Ce soir, nous ne parlons pas seulement de ces 23 femmes. Ce soir, nous parlons de toutes les femmes de notre pays qui ont des droits et méritent le respect».

France Tv info

Maman

Laver et désinfecter les biberons : une priorité pour la santé de bébé

Le lait est un milieu très riche et donc propice à la multiplication des micro-organismes comme des bactéries staphylocoques et streptocoques, les champignons et les virus comme le rotavirus. Il est donc très important d'entretenir biberons et tétines avec le plus grand soin. Rinçage, nettoyage et enfin stérilisation sont les étapes à suivre pour éviter toute contamination.

Bébé a fini son biberon ? Si vous n'avez pas le temps de le laver tout de suite soigneusement, commencez par rincer grossièrement la bouteille et la tétine à l'eau chaude. Ensuite, lorsque vous vous attèlez à la vaisselle, lavez le biberon avec du produit et un gou-

pillon. Une fois terminé, n'oubliez pas de tout rincer avec soin pour ôter les traces de liquide vaisselle. Les goupillons doivent aussi être nettoyés après chaque utilisation pour ne pas conserver de particules de lait.

Désinfection. Pour éliminer tout risque de prolifération de germes et de bactéries et par extension d'infection de Bébé, stérilisez biberons et tétines. Vous devez prendre cette habitude jusqu'à ce que votre enfant atteigne 4 mois au minimum. Plusieurs méthodes existent. La plus couramment utilisée consistant à faire bouillir les biberons et les accessoires. Vous pouvez immerger le matériel dans de l'eau bouillante pendant une vingtaine de minutes.

Autre option : les appareils électriques ou stérilisateur à la vapeur d'eau. Dans tous les cas, pensez ensuite à égoutter les biberons pour éviter l'eau stagnante.

En voyage. Si vous n'êtes pas chez vous ou n'avez pas la possibilité de faire bouillir de l'eau, la stérilisation à froid peut vous permettre - en toutes circonstances - de désinfecter facilement le biberon de Bébé. Elle consiste en l'utilisation de pastilles effervescentes à base de chlore. Dissoutes dans un bac d'eau froide, vous y mettez le matériel de votre enfant pendant 30 minutes environ. Pour plus de renseignements, consultez votre pharmacien.



Anti-âge

Astuces naturelles pour retrouver une belle peau

Notre peau est le reflet de notre santé et de notre bien-être. Un mauvais régime alimentaire, une fatigue physique et/ou psychologique, les agressions dues aux éléments naturels, la pollution, une trop faible consommation d'eau et voilà notre peau assoiffée, déshydratée, qui perd de sa souplesse et de son velouté. Très vite, ridules et rides apparaissent. Dans son programme, LeBootCamp anti-âge et beauté, Valérie Orsoni partage ses astuces pour préserver la jeunesse de votre peau. En exclusivité, elle les partage, ici, avec vous.

Le gommage

C'est le soin de base de la beauté de votre corps.

Fait 2 fois par semaine, il permet l'élimination des cellules mortes sur l'ensemble de votre corps. Il favorise également l'absorption des produits de soins que vous utilisez. Votre peau vous le rendra : elle sera immédiatement plus douce !

Les petites déjeuners tout fruit !

Si vous voulez retrouver la peau de vos 20 ans, faites le plein de fruits frais dès le matin. Et pour un maximum d'efficacité préparez-vous aussi des "Boosts". Passez à la centrifugeuse des fruits et légumes de votre choix et buvez-en un grand verre. Boire les fruits sous forme de jus per-

met d'en consommer beaucoup plus et donc de bien mettre l'accent sur ces vitamines et antioxydants si importants pour notre santé et notre beauté. Si possible, optez pour les fruits biologiques de saison.

La crème hydratante !



Après un nettoyage soigneux de votre peau, appliquez sur le corps et le visage une crème riche en agents hydratants (qui repulpent la peau) : beurre de karité, ou huile d'argan par exemple. Cela vous permettra d'éviter l'apparition de petites rides au niveau du visage et des seins.

Privilégiez les aliments à faible indice glycémique :

- Privilégiez la cuisson de vos pâtes al dente, l'index glycémique sera plus faible, contrairement à des pâtes bien cuites.

- Choisissez les céréales complètes (pain complet, riz complet) ; leur teneur en fibres favorise un index glycémique faible, contrairement à des céréales raffinées.

- Consommez des légumes secs, leur index glycémique est faible !

- Limitez les sucreries type biscuits, bonbons, sodas, et autres

Limitez les expositions prolongées au soleil qui abîment votre peau.

Utilisez une protection solaire avec filtres UVA et UVB pour éviter l'apparition de petites taches brunes, dues

aux expositions successives.

Une alimentation équilibrée et variée. Pour se construire, se renouveler et bien fonctionner, la peau a besoin de nutriments essentiels, tels que les vitamines (vitamine A, C et E qui sont des antioxydants : ils protègent votre peau en piégeant les radicaux libres qui «l'agressent» et les oligo-éléments (sélénium, un antioxydant), cuivre (participe à l'élasticité de votre peau), et zinc (favorise le renouvellement cellulaire et la cicatrisation).

Une alimentation équilibrée vous apporte également des «bons» acides gras (les oméga 6 et oméga 3).

Le conseil de votre coach : privilégiez les fruits et légumes, sources de vitamines et de minéraux, et les huiles végétales riches en acides gras oméga 3 et 6 (huile de tournesol, huile de pépins de raisin).

Buvez

Boire pour hydrater son corps, mais aussi pour le nettoyer et éliminer les toxines et conserver ainsi une belle peau !



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

CAN-2018 de handball (messieurs) Les Verts fixés sur leurs adversaires ce vendredi

■ La sélection nationale de handball (messieurs) sera fixée sur ses adversaires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2018 au Gabon (17-27 janvier 2018), vendredi prochain à l'occasion du tirage au sort prévu à Libreville, a annoncé mardi la Confédération africaine de handball (CAHB). Cette 23e édition de la CAN, verra la participation de dix pays à savoir le Gabon (pays hôte), l'Égypte (tenant du titre), l'Algérie, la Tunisie, l'Angola, le Cameroun, la RC Congo, le Congo, le Maroc et le Nigeria. Une délégation de la CAHB conduite par le président Mansourou Aremou, est attendue à Libreville la veille du tirage, le 2 novembre pour effectuer des visites d'inspection des différentes infrastructures devant accueillir la compétition, notamment le chantier de construction du futur palais des sports de Libreville.

Championnat arabe des clubs
de Basket-ball (demi-finale)

Le GSP éliminé par Homentmen

■ Le club de basket-ball algérien, GS Pétroliers, a été éliminé en demi-finale du Championnat arabe des clubs champions 2017, en s'inclinant lourdement face à son homologue libanais de Homentmen sur le score de 78-99, mi-temps : 32-56, mardi à Salé (Maroc). Absents défensivement, les Pétroliers ont concédé 21 points dans le premier quart-temps conclut (17-38) au profit des Libanais qui ont accentué leur écart dans le deuxième quart-temps pour rejoindre les vestiaires avec une avance confortable de 24 points (56-32). En deuxième mi-temps, les Algériens toujours désorganisés en défense et précipités en attaque, ont tenté en vain de réduire l'écart, 53-73 au 3e quart, avant de finalement s'incliner logiquement sur le score de 78 à 99.

Equipe nationale de football

Madjer rappelle Chaouchi et zappe Feghouli et Mbolhi

Le nouveau-ancien sélectionneur national, Rabah Madjer, a établi sa première liste de 23 joueurs depuis son installation à la tête des Verts en convoquant les joueurs qui seront appelés pour le stage qui précédera le dernier match comptant pour les éliminatoires du Mondial 2018 face au Nigeria et qui aura lieu le 10 novembre prochain. Le driver des Verts a vraiment surpris tout le monde en faisant appel au gardien du Mouloudia d'Alger et ancien keeper de la sélection nationale, Fawzi Chaouchi, qui n'a pas joué en EN depuis la CAN 2010 en Angola et son coup de sang avec l'arbitre du match face à l'Égypte qui lui avait valu un carton rouge gratuit, après qu'il ait perdu le contrôle de ses nerfs. Outre, Chaouchi, Madjer a fait appel au meneur de jeu de l'Entente de Sétif, Abdelmoumène Djabou qui n'est plus le même joueur du Mondial 2014 du Brésil où il avait réussi de belles prestations surtout lors du dernier match de poule face à la Corée du Sud et dont la victoire nous avait permis de passer au second tour pour la première fois de l'histoire de la balle ronde nationale. Autre surprise, c'est le rappel de l'expatrié international après tout ce qui s'est passé lors de l'échec à Lagos au Nigeria. Par contre, le sélectionneur national, Madjer, a écarté deux joueurs qui avaient tant donné à la sélection. Il s'agit du gardien, Raïs Ouahab Mbolhi et le milieu de terrain de Galatasaray, Sofiane Feghouli. On ne dit rien sur leur mise à l'écart, mais certains pensent que leurs der-



nières sorties publiques et leurs déclarations ont eu raison d'eux et la nouvelle équipe dirigeante ne veut pas de joueurs qui pourraient créer une certaine tension dans le groupe.

Des joueurs qui étaient présents à l'époque de l'ancien sélectionneur, Alcaraz, notamment, Mohamed Farés, ne figurent pas dans cette liste où on enregistre par contre, la convocation d'un nouveau joueur du cru et qui est le défenseur de l'USMA, Abdelaoui.

Imad M.

Ligue I Mobilis (10^e journée)

L'USMA en péril à Médéa

■ Quatre matchs avancés sont programmés pour ce vendredi pour le compte de la dixième journée de la Ligue I Mobilis. Ainsi, l'USM Alger se rend à Médéa pour croiser le fer avec l'Olympique local dans une rencontre qui s'annonce disputée. Ainsi, les Rouge et Noir qui reviennent en force ces derniers temps après deux succès de suite, souhaitent continuer sur cette même lancée et ajouter une autre victoire, même si cela sera difficile, étant donné qu'il s'agit d'un match qui se joue en dehors de leurs bases. Les poulains de Paul Put qui jouent la carte du championnat, cette saison, savent qu'ils se doivent de l'emporter au tout au moins de réussir le point du nul s'ils ne veulent pas être en reste et avoir des regrets à la fin. Toutefois, ils savent que cela ne sera pas facile, d'autant plus que l'OM a réussi à reve-

nir avec des résultats probants de ses déplacements à l'extérieur de ses bases. Les gars du Tétré qui ont tenu en échec le leader, le CSC, chez lui compte bien prouver qu'il est en bonne santé et cela passe par un succès at home. Le MC Alger qui a réussi, lui aussi, une belle performance en revenant avec les trois points de la victoire du déplacement à Blida compte aligner trois autres points à domicile et pour cela ils devront dominer le Paradou AC qui reste sur une défaite face à l'USMH lors du dernier derby disputé au stade de Bologhine. Les coéquipiers de Chaâl souhaitent l'emporter pour au moins prouver que leur retour en force et le résultat de dur labeur. L'USM Bel Abbés qui s'était bien reprimé en revenant avec le point du nul de son déplacement à Alger face au NAHD, fera tout ce qui est de son possible pour ajouter

trois autres précieux points à domicile face au DRB Tadjenant. Les hommes de Chérif El Ouzani n'ont d'autres choix que de l'emporter s'ils veulent vraiment rester dans cette lancée. Enfin, l'US Biskra reçoit sur son stade la lanterne rouge, l'USM Blida et aura bien sûr la ferme intention de l'emporter d'autant plus qu'il s'agit d'un concurrent direct pour le maintien. Les Biskris savent qu'ils doivent l'emporter s'ils souhaitent se sortir peu à peu de la situation difficile dans laquelle ils se trouvent.

I.M.

Le programme :

Vendredi 3 novembre 2017 à 15 h :

OM-USMA
USB-USMB
USMBA-DRBT
MCA-PAC (16h)

Liste des joueurs convoqués :

Gardiens de but : Faouzi Chaouchi (MC Alger), Chamseddine Rahmani (CS Constantine), Abdelkadir Salhi (CR Belouizdane).

Défenseurs : Mohamed Khouthir ZITI (ES Sétif, Algérie), Youcef ATTAL (KV Courtrai, Belgique), Faouzi Ghoulam (SSC Napoli), Houari Ferhani (JS Kabylie), Aïssa Mandi (Betis Séville), Liassine Cadamuro (Nîmes Olympique), Rami Bensebaïni (Stade Rennais), Ayoub Abdellaoui (USM Alger), Carl Medjani (Sivasspor).

Milieux de terrain : Abderraouf Benghit (USM Alger), Nabil Bentaleb (FC Schalke 04), Ismaël Bennacer (Empoli FC), Yacine Brahimi (FC Porto), Abdelmoumen Djabou (ES Sétif).

Attaquants : Riyad Mahrez (Leicester City FC), Zinedine Ferhat (Le Havre AC), Islam Slimani (Leicester City FC), Baghdad Bounedjah (Al Sadd Sport), Hilal El Arabi Soudani (GNK Dinamo Zagreb), Sofiane Hanni (RSC Anderlecht).

Ligue 2 Mobilis (9^e journée)

L'ASAM rejoint la JSMS en tête, une première pour le RCK

■ La 9e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis de football, jouée mardi, a connu un nouveau rebondissement en tête du classement avec le retour à la première place de l'AS Ain M'lila, petit vainqueur du MC Saïda (1-0), qui rejoint la JSM Skikda tenue en échec à Chlef (1-1), alors que le nouveau promu, le RC Kouba signe son premier succès de la saison aux dépens du CA Batna (2-0). Un petit but de Hachemi (25e) a suffi aux M'lili de retrouver la 1re place au classement général, alors qu'une meute de poursuivants organise la poursuite à l'instar des coureurs cyclistes qui organisent la chasse à chaque échappée d'un fuyard. Les Skikdis qui jouaient gros à Chlef, ont réussi l'essentiel à savoir le nul (0-0) qui leur permet de garder la tête du classement, mais cette fois ci-conjointement avec l'ASAM. Ce mardi, le grand perdant n'est autre que le MO Bejaia

(2e-18 pts) qui a concédé le nul aux ultimes instants devant le mal-classé Ain-Fekroun qui doit une fière chandelle à Tatam, auteur d'un doublé (9e, 85e) qui n'a fait que répondre au Bougiote Belkacemi (29e, 52e). L'autre représentant de Bejaia, la JSMB, n'a pas raté l'occasion de s'approcher des leaders en signant une belle victoire (3-1) face à l'ASM Oran qui alterne le bon et le moins bon. Belkacem auteur lui aussi de deux buts (36e et 66e) a pris part à la remontée de son équipe au classement général (4e-17 pts). Le RC Relizane a enregistré la plus nette victoire de la journée aux dépens du MC El-Eulma (3-1), dont un doublé de Belgherbi qui a propulsé l'équipe à la 5e place. Deux surprises ont émaillé cette journée à savoir la victoire du RCK et de l'A.Boussaâda. Les Koubéens ont enregistré leur premier succès de la saison devant le CA Batna, grâce à

Amrane (10e) et Metref (81e), une victoire salubre qui va donner un peu d'oxygène avant d'entamer les prochaines journées. La performance des Boussadis est assez remarquable en s'imposant en déplacement à Tlemcen (1-0) où il est difficile de grignoter des points. Un but en or de Baali (85e) a été tout espoir aux Zianides de revenir au score, et du coup permettre à l'ABS de se donner un peu d'air. Le dernier match de cette journée entre le GC Mascara et le CABBA s'est terminé sur un résultat nul (1-1) qui n'arrange personne.

Résultats et classement :

CRBAF-MOB 2-2
RCR-MCEE 3-1
WAT-ABS 0-1
GCM-CABBA 1-1
RCK-CAB 2-0
ASAM-MCS 1-0

JSMB-ASMO 3-1
ASO-JSMS 0-0

	Pts	J
1). AS Ain M'lila	19	9
-). JSM Skikda	19	9
3). MO Béjaïa	18	9
4). JSM Béjaïa	17	9
-). ASO Chlef	17	9
6). RC Relizane	15	9
7). ASM Oran	13	9
8). CABB Arréridj	12	9
9). MC Saïda	10	9
10). WA Tlemcen	9	9
--). CA Batna	9	9
--). Amel Boussaâda	9	9
13). MC El Eulma	7	9
--). GC Mascara	7	9
15). CRB Ain Fekroune	6	9
--). RC Kouba	6	9

Maroc

Appels à la libération des détenus du Hirak

Plusieurs militants des droits de l'Homme et des ONG ont appelé les autorités marocaines à libérer toutes les personnes « arbitrairement détenues », dénonçant « la voie de la répression » engagée par Rabat suite au mouvement de contestation Hirak dans la région du Rif, et ce à l'occasion de la reprise mardi du procès du leader de ce mouvement, Nasser Zefzafi. Le procès de Nasser Zefzafi, a brièvement repris mardi devant la justice à Casablanca (ouest) avant d'être à nouveau ajourné, rapporte la presse locale, indiquant que la prochaine audience de ce procès a été fixée au 7 novembre prochain. La Cour d'appel de Casablanca est chargée de juger en première instance 54 prévenus: un groupe de 32 militants - dont Nasser Zefzafi -, un autre groupe de 21 prévenus et un journaliste, Hamid El Mahdaoui, directeur du site d'information Badil. Ce nombre est largement dépassé selon la presse marocaine qui rapporte 400 arrestations au moins.

Les prévenus sont poursuivis pour différents motifs, le plus graves étant « l'atteinte à la sécurité de l'Etat ». Les présumés responsables sont passibles de la peine de mort, selon la même source.

Dans ce contexte, plusieurs militants des droits de l'homme ont organisé mardi au abords du tribunal un sit-in pour réclamer la libération des détenus de ce mouvement de contestation Hirak né à Al-Hoceïma (nord) après la mort tragique de Mouhcine Fikri. Ce vendeur de poissons a été broyé par une benne à ordures alors qu'il cherchait à récupérer sa marchandise confisquée par la police fin octobre 2016.

Ces défenseurs des droits de l'homme somment les autorités judiciaires marocaines à « abandonner » les charges retenues contre les contestataires, dénonçant par la même occasion « la réaction sécuritaire des autorités qui se sont engagées sur la voie de la répression ».

Parmi les détenus, certains observent depuis plus d'un mois une grève de la faim et leur état de santé suscite de vives inquiétudes chez les associations de défense des droits de l'homme.

A l'occasion du premier anniversaire du mouvement Hirak, plusieurs partis politiques et associations marocaines ont appelé à l'organisation d'actions de soutien à travers le pays, en solidarité avec les contestataires du Hirak, tout en dénonçant les crimes commis contre des enfants du Rif lors de leurs manifestations contre la souffrance et leur marginalisation.

« Une année après le début du mouvement de protestation, rien n'a changé au Rif », pense l'ancienne députée du parti de la Justice et du développement, Souad Chikhi.

Selon elle, le Hirak est un soulèvement populaire contre « la marginalisation économique, politique et historique » de la région, que les autorités marocaines ont refusé de prendre en charge notamment en matière d'emploi, de santé, d'éducation. L'ancienne élue, a exigé devant la presse, avant toute chose, « l'ouverture d'une enquête sur la mort de Mohcine Fikri ainsi que d'autres victimes civiles durant les manifestations du 20 février », outre l'annulation de tous les chefs d'inculpation retenus contre les contestataires du Rif.

Reda A.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

LA CAMPAGNE ELECTORALE DEBUTE TIMIDEMENT

MAIS OU EST LA FOULE ?

A L'INSTITUT FRANÇAIS D'ALGER



In Aménas

Un trafiquant d'armes abattu par l'armée



Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a abattu, mardi à In Aménas (wilaya d'Illizi), un criminel trafiquant d'armes, qui avait ouvert le feu sur les éléments du détachement lors du contrôle de son véhicule suspect, alors que son épouse qui l'accompagnait a été

arrêtée, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a abattu, le 31 octobre 2017, un criminel trafiquant d'armes, qui avait ouvert le feu sur les éléments

du détachement, dans la localité de Tarat, à In Aménas, 4^{ème} Région militaire, lors du contrôle de son véhicule suspect, chargé de charbon, en provenance des frontières libyennes », note la même source. L'opération « a permis l'arrestation de son épouse qui l'accompagnait et la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, deux fusils à pompes, sept fusils de chasse, 323 balles de différents calibres et 400 dinars libyens », précise le MDN.

« Cette opération confirme la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP mobilisées le long des frontières, à déjouer toute tentative d'intrusion, d'introduction d'armes ou d'atteinte à la sécurité et la stabilité du pays », souligne la même source.

R. A.

Libye

L'Algérie condamne la frappe aérienne « criminelle » contre Derna

L'Algérie a condamné hier, « avec force » la frappe aérienne « criminelle », menée lundi par des avions non identifiés contre la ville de Derna en Libye, réitérant son appel à « un dialogue interlibyen inclusif ». « Nous condamnons avec force la frappe aérienne criminelle menée lundi 30 octobre 2017, par des avions non identifiés, contre la ville de Derna, à l'est de la Libye, et qui a fait de nombreuses victimes parmi les civils dont des enfants », a déclaré à l'APS, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Ben Ali Chérif.

« Nous présentons aux familles des victimes et à leurs proches ainsi qu'au peuple libyen frère et à son gouvernement, nos sincères

condoléances et leur exprimons notre solidarité et notre vive condamnation de cet acte ignoble contraire aux valeurs humaines et morales », a-t-il souligné.

« L'Algérie qui a toujours appelé à un dialogue inter libyen inclusif et au rejet de la violence, et qui a fortement soutenu le processus du dialogue national sous le parrainage de l'Organisation des Nations unies, considère que ces agressions sont inacceptables quelle que soit leur origine, car elles ne font qu'aggraver la situation et entravent les efforts pour un règlement pacifique de la crise en vue de préserver l'unité et la souveraineté de la Libye », a-t-il affirmé.

R. H.

Accidents de la circulation

Neuf morts en 17 heures

Neuf personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées dans huit accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 h dans plusieurs wilayas du pays, indique hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, avec le

décès de trois personnes, suite à deux accidents de la circulation, a précisé la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont enregistré 3 142 interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'in-

ACTU...

Egypte

Un policier enlevé par des terroristes, libéré

Un policier qui avait été enlevé par des terroristes au cours des récents affrontements meurtriers survenus dans le sud de la capitale égyptienne Le Caire, a été libéré lors d'une opération menée par les forces de sécurité, a rapporté mardi l'agence de presse officielle Mena, citant une source sécuritaire.

« Les forces de sécurité ont réussi à libérer l'agent de police Mohamed al-Hayes, du département de la sécurité de Gizeh, qui avait été capturé par les terroristes impliqués dans l'attaque terroriste d'al-Wahat », a déclaré un responsable des forces de sécurité, faisant références aux affrontements qui se sont déroulés le 20 octobre.

Le policier avait été enlevé au cours d'affrontements entre la police et des terroristes dans une zone désertique à la périphérie de Gizeh, dans le sud de la capitale égyptienne. Lors des échanges de tirs, 16 policiers avaient été tués et 13 autres blessés dans les combats, 15 militants armés avaient également été tués ou blessés.

Mardi, l'armée égyptienne a rapporté dans un communiqué, que les forces aériennes avaient tué « un grand nombre de terroristes » et détruit trois véhicules transportant des armes, des explosifs et des munitions dans une zone montagneuse de l'ouest du gouvernorat du Fayoum, au sud du Caire.

L. M.

Mali

Six personnes tuées dans une embuscade visant un député

Six personnes ont été tuées mardi dans une embuscade visant le convoi d'un député malien dans le centre du pays, ont indiqué des sources militaires et policières.

L'attaque visant le député Abdrahamane Niang, qui préside aussi la Haute cour de justice du Mali, s'est produite entre les localités de Dia et de Diaffarabé, dans la région de Mopti (centre), selon une source militaire, cité par l'AFP.

« Le député est sain et sauf, ainsi que son épouse et ses deux gardes du corps. Mais son chauffeur civil a été tué » par les assaillants, a assuré une source policière locale qui a ajouté que « cinq militaires d'une escorte qui allait porter assistance au député ont été tués. Leur véhicule a sauté sur une mine ».

Un responsable du ministère de la Défense a confirmé que « le véhicule d'une des deux escortes de l'armée malienne qui allaient porter secours au député a sauté sur une mine » et que cinq soldats avaient été tués.

K. M.